

PROCES VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 OCTOBRE 2018

Le mercredi 10 octobre 2018 à 17 heures, sur convocation de Monsieur le Maire Simplicio LISSANT, les membres du Conseil municipal se sont réunis dans la salle des délibérations.

Monsieur LISSANT remercie les élus et constate aussi l'absence de plusieurs d'entre eux lors de la séance. Il remercie également la présence de monsieur Ernest MARCHAL, Inspecteur de la circonscription pédagogique, en charge des écoles de la commune de PUNAAUIA. Il présentera les résultats des évaluations territoriales des élèves du niveau CE1 et CM2. Il invite les élus à lui poser des questions pour avoir des éclaircissements et remercie madame Tania MANEA-LYAU qui a accepté d'être la secrétaire de séance.

En l'absence de monsieur Paul PERE, il invite madame Monette HARUA à offrir une prière pour l'ouverture de la séance et d'avance la remercie pour cette bénédiction.

Il rappelle qu'à l'ordre du jour de la première partie du conseil municipal sont inscrits deux présentations. La première sera présentée par monsieur Ernest MARCHAL sur les résultats des évaluations territoriales des élèves de la commune et la seconde est une présentation d'un spot vidéo sur les taxes et redevances communales « VEVO » qui sera diffusée à titre d'information auprès des concitoyens. Monsieur le maire donne la parole à l'inspecteur pour sa présentation.

PRESENTATION DES RESULTATS DES EVALUATIONS TERRITORIALES 2018

Monsieur MARCHAL salue tous les membres du conseil municipal et remercie le conseil de l'accueillir dans le cadre de cette présentation. Il est accompagné de son collaborateur monsieur Hoani MAIAU qui est en charge de la partie TICE numérique dans les écoles. Il souhaite avant tout rendre un petit hommage à notre regretté Tavana, Ronald TUMAHAI et dire « Tout le plaisir que nous avons eu avec les enseignants, mon équipe et moi-même de travailler avec lui. Nous avons beaucoup apprécié sa présence à nos côtés, son souci du bien-être et de la réussite de nos élèves. En dix-huit ans de carrière, je n'ai jamais vu cela. Je félicite le nouveau maire et son conseil municipal. Merci. »

Présentation des résultats des écoles de PUNAAUIA, des élèves de CE1 et CM2 dans les matières de Français et Mathématique.

Cette année, a été organisée une évaluation de la langue anglaise, de la culture et de la langue tahitienne. Il informe qu'il essaiera de synthétiser sa présentation et invite les élus à l'interrompre si besoin.

Il commence sa présentation par quelques généralités. La circonscription pédagogique de PUNAAUIA, HUAHINE est au sein des circonscriptions pédagogiques de la Polynésie française. La Polynésie française compte douze (12) circonscriptions pédagogiques comme représentée dans la diapositive avec les différents inspecteurs en charge d'une circonscription pédagogique. La circonscription de PUNAAUIA est la circonscription pédagogique numéro huit. Depuis deux ans, la circonscription de PUNAAUIA s'est vue ajoutée l'île de HUAHINE. PUNAAUIA fait partie de la subdivision des îles du vent, et HUAHINE de la subdivision des îles sous le vent. Il y a quelques années, la circonscription de Polynésie française comptait 15 inspecteurs et progressivement trois postes ont été supprimés. Aujourd'hui, elle compte 12 inspecteurs avec une grande nouveauté, nous disposons d'un collègue **IVEN ASH** qui prend en charge les enfants en grandes difficultés, qui ont des besoins spécifiques dans l'éducation du 1^{er} et du 2nd degré. Cette nouveauté n'existe nulle part ailleurs.

Il ajoute un petit mot sur les équipes enseignantes et les effectifs de la circonscription. La commune de PUNAAUIA compte quatre écoles maternelles (MAEHA'A RUA, URIRI NUI, ATINUU et AMAHI) et quatre écoles élémentaires (MAEHA'A NUI, MANOTAHI, 2+2=4, PUNAVAI PLAINE). La directrice de l'école 2+2 et une enseignante de l'école Punavai Plaine sont membres du conseil municipal. Les écoles de la commune comptent 127 enseignants au service de nos jeunes administrés qui selon les derniers chiffres sont au nombre de 2 381. Il tient à informer que la circonscription a perdu environ une quarantaine d'élèves pour cette année scolaire. De ce fait, faute d'effectifs suffisants, la circonscription a dû fermer une classe dans une école maternelle. D'autre part, l'école MAEHA'A NUI a ouvert une classe supplémentaire dû à l'augmentation subite d'enfants. Pour la gestion des effectifs, la circonscription travaille avec le pôle scolaire qui fait un formidable travail pour être au plus près des besoins des différentes écoles.

Il présente également les écoles de l'île de HUAHINE, qu'il a également en charge. Il y a quatre groupes scolaires, FARE, MAEVA, FAIE, FITI'I, HAAPU, PAREA, TEFARERII, avec plus de 800 élèves. Il précise aussi qu'il est le seul inspecteur à travailler avec deux Maires qui ont le même nom de famille et avec qui il a de bonnes relations professionnelles. Donc au total, il y a 12 écoles, 175 enseignants et près de 3 200 élèves.

Il y a deux ans, la circonscription avait proposé des évaluations-types ressemblant à l'évaluation territoriale CE1 et CM2 pour l'ensemble des élèves de la Polynésie française. La charte de l'éducation prévoit que l'évaluation des élèves doit se faire à des moments bien précis pour savoir où ils en sont au regard de la

politique éducative du Pays et de la charte de l'éducation. La période proposée pour organiser ces évaluations était à la fin du mois de mai et au début du mois de Juin.

Il présente les moyennes obtenues pour l'ensemble des écoles de la commune de Punaauia. Au mois de mai dernier, pour les classes de CE1, 304 élèves de Punaauia ont été évalués en français et en mathématiques. En français, 53,1% des élèves ont obtenus la moyenne, soit un résultat supérieur à celui de la Polynésie française qui a une moyenne de 49%. En mathématique 52,2 % des élèves de Punaauia ont obtenu la moyenne contre 51,1% pour la Polynésie française. La commune obtient donc une moyenne supérieure à celle de la Polynésie française.

Pour les CM2, 293 élèves ont été évalués, en français, la moyenne obtenue par les élèves de Punaauia est de 52,3% contre 49.6% pour l'ensemble de la Polynésie. En mathématique, la commune obtient une moyenne honorable de 59% contre 55.4% pour la Polynésie.

La Polynésie compte environ 3 000 élèves par niveau et les 304 élèves de Punaauia représentent 10% des élèves de la Polynésie. Il précise que l'application de la circonscription permet d'affiner les résultats des élèves. Il explique ces propos à partir de sa projection, et indique que le premier quartier à 27%, représente le pourcentage des élèves de la classe CE1 qui sont en grande difficulté scolaire et qui n'ont pas les acquis suffisants. Aux évaluations, le niveau attendu à la fin de l'année scolaire pour les CE1, n'était pas atteint. Il poursuit sa présentation, et explique que les élèves avec des acquis fragiles sont représentés avec un taux de 18%, ceux qui ont de bon acquis représentent un taux de 19%, et enfin les élèves qui ont de très bon acquis représentent un taux de 36%.

Il ajoute que pour les 167 élèves qui sont sur la partie droite du graphique, il n'y a aucun souci les concernant. Par contre, leur préoccupation est portée sur les 27% qui représentent les 137 élèves qui ont des difficultés. Sur les quatre écoles élémentaires, une école présente des résultats qui ont chuté pour diverses raisons et qui viennent en majorité d'un milieu social défavorisé. La circonscription effectue un gros travail avec la commune pour pouvoir encadrer ces élèves en-dehors des heures de cours pour qu'ils soient pris en charge par la commune. Des dispositions quotidiennes ont été mises en place en termes d'enseignement spécialisé dans les classes pour une prise en charge particulière pour ces élèves en difficultés. Il souhaite que cette action soit commune avec les parents, car l'école toute seule, ne pourra sortir de cette impasse. Un travail avec les parents est nécessaire, mais pour le moment, ils ont beaucoup de difficultés à les rencontrer. Les raisons sont diverses, leur souci premier est peut-être de trouver à manger ou bien de trouver un logement car l'école est le cadet de leur souci.

Les 27% d'élèves ont été repérés, identifiés et pris en charge pour les sortir de cette situation et les faire évoluer avec les équipes d'enseignants, les équipes des écoles et la circonscription.

En français, l'évaluation est portée sur la lecture, la compréhension de texte qui est importante, l'écriture, la production de texte et l'étude de la langue, le vocabulaire, la grammaire et l'orthographe. A partir de sa présentation, il montre les différentes sections de la matière dans lesquels les résultats ont le plus chuté, notamment en orthographe. La grammaire c'est abstrait à cet âge, même lorsque les enfants sont plus âgés cela reste quand même très difficile. Pour le vocabulaire, les élèves s'en sortent bien mais pour la lecture, il y a encore du travail.

Pour les mathématiques, en CE1, il indique que la diapositive montre la répartition des 304 élèves, 30% des élèves ont de grandes difficultés, cela représentent à peu près 90 élèves. Il est important de revenir et d'apporter l'aide nécessaire à ces derniers qui, bien souvent, sont les mêmes qui ont des difficultés en français. En mathématique, l'évaluation est portée sur la numération, les calculs (la note a chuté), la géométrie, les grandeurs et mesures. Ces situations permettent de mettre en place des formations continues à destination des enseignants et des actions plus spécifiques.

Dans la présentation, sont inscrits les résultats de 2016 qui sont en vert et les résultats de 2018 qui sont en rouge. Pour le français, les écoles de la commune sont en régression au niveau de la Polynésie française. Le protocole a changé et dans les résultats, il y a aussi ceux de HUAHINE. Il décline les résultats de HUAHINE, les résultats par école sont sensiblement les mêmes. Le constat indique qu'il y a une régression des résultats qui reste correcte par rapport à l'ensemble de la Polynésie française. Les épreuves de cette année étaient plus difficiles, le quota d'élèves était différentes, les protocoles étaient différents mais les exigences restent sensiblement les mêmes. Les résultats de Punaauia restent honorables par rapport à toute la Polynésie française. L'inspecteur regarde ce qui se passe à côté, mais surtout sur ce qui se passe dans les écoles de Punaauia. Il ne fera pas de comparaison des résultats des élèves de Punaauia avec ceux de FAA'A, ce qui ne serait pas pertinent.

Pour les mathématiques, il a été constaté une baisse dans toutes les sections de la matière, qui est assez significative sur la circonscription qui intègre aussi HUAHINE dans les résultats. Pour les CM 2, les résultats en français et en mathématique, il faut faire la part des choses et dissocier les moyennes de la situation individuelle de chaque élève. La diapositive, montre que 27% des élèves en CM2 n'ont pas les acquis suffisants pour aller en 6^{ème}. Il se dit que les élus se demanderont peut-être pourquoi les avoir fait passer en 6^{ème} ? Il explique que depuis deux ans, l'organisation intègre pour le cycle 3, le CM1, CM2 et la 6^{ème} qui est un même cycle. Il appartient au professeur et à l'équipe du collège, de mettre en œuvre des actions pour élever le niveau de ces élèves.

Également pour les CE1, les cycles ont changé, le cycle 2 comprend le CP, le CE1 et le CE2, une année a été ajoutée pour le cycle 2, la circonscription fait le nécessaire pour les rattraper au CE2, dans les fondamentaux, dans la lecture et les mathématiques. La circonscription travaille avec les professeurs du collège afin d'apporter leur concours, en mettant à disposition des enseignants

spécialisés, le collège n'en dispose pas pour pouvoir continuer une prise en charge spécifique de ces élèves. En exemple, sur un quota de 193 élèves, 27% n'ont pas les acquis suffisants. Les élèves ont été évalués sur 60 items et il y a beaucoup de travail à faire. Les aspects culturels et linguistiques ne sont pas à négliger, la langue française n'est pas toujours la langue de tous les élèves. Il y a une tendance à mélanger le français et le Tahitien, leur souhait est de bien structurer les élèves, en français et en tahitien pour qu'ils puissent avancer de manière claire dans chacune de ces langues.

En mathématique, il y a moins de 20% des élèves qui n'ont pas les acquis suffisants contre 38% qui réussissent très bien. L'évolution positive des résultats en mathématique, pour PUNAAUIA et HUAHINE, permet de constater une progression, même au niveau de la Polynésie française.

Monsieur Jean-Pierre CHING indique qu'il a participé à différents conseils d'école au mois de juin dernier dans le cadre des bilans durant lesquels les résultats ont été communiqués. Il souhaite savoir si les écoles qui ont des résultats en chute peuvent prétendre à du REP PLUS. Lorsqu'une école ou un secteur est déclaré REP PLUS, il y a énormément de moyens humains et financiers qui sont alloués et ce serait un des moyens qui permettrait d'améliorer les résultats de ces écoles.

Monsieur MARCHAL, répond qu'il travaille en ce sens. Il y a deux ans, suite aux évaluations, il avait sollicité pour une école un moyen humain supplémentaire. Il y a une enseignante qui intervient et accompagne les titulaires des classes pour pouvoir aider les élèves qui sont en difficultés. Malgré cette aide, il est difficile de faire décoller les résultats des élèves de cette école qui accueille un public scolaire particulier.

De ce fait, l'année dernière, lors de la semaine des écoles, ils ont fait les quartiers pour aller à la rencontre des parents. Durant cette semaine, il y avait les élections territoriales qui approchaient et les gens de ces quartiers ont fait un amalgame de cette démarche. Il réitérera cette action car il croit en l'école de MAEHAA NUI, en les enseignants qui font du bon travail. Il fait un suivi de ces enseignants et il constate qu'ils s'investissent énormément, mais qu'elle est aussi excentrée dans le quartier. Les parents qui habitent OUTUMAORO ont du mal à s'y rendre à pied. En général, ils n'ont pas de voiture, ce n'est pas facile, ils doivent passer par Nina Peata, par l'Université de la Polynésie française. Il a recommandé au directeur et aux enseignants de se déplacer dans la maison de quartier avec l'accord de la mairie pour rencontrer les parents afin de discuter de la situation de leurs enfants et de donner des petits conseils. Ils doivent savoir que l'école est présente et que les enfants peuvent réussir avec leur concours.

Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, demande de mieux détailler ses propos, n'étant pas du même milieu professionnel, il lui est difficile de le comprendre, elle lui demande ce que veut dire « REP PLUS »

Monsieur MARCHAL, explique qu'un « REP PLUS » est un Réseau d'Education Prioritaire sur la Polynésie française. Il existe trois réseaux prioritaires sur les communes de FAA'A, PAPARA, et sur le secteur de la TAHARU'U qui inclut aussi

le collège. Il précise que certaines écoles de la commune ne sont pas inscrits dans ce réseau et les Tuamotu qui dans certaines écoles ont des résultats qui sont en baisses font parties de ce réseau car il mérite une attention et des moyens particuliers supplémentaires. Il indique que ces réseaux existent aussi en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer. Ils bénéficient de moyens humains avec des enseignants supplémentaires qui viennent aider, et de moyens financiers supplémentaires. Les enseignants sont sélectionnés et ont droit à une indemnité supplémentaire parce qu'ils donnent beaucoup de leur temps et de leur énergie.

L'Etat et la Polynésie prennent les décisions de faire rentrer des réseaux d'éducatifs prioritaires de manière officielle. La Polynésie a opté pour l'application de ces réseaux et malheureusement certaines écoles n'ont pas pu bénéficier de cette aide. Il explique, qu'il y a deux ans, il s'est battu pour avoir un moyen supplémentaire pour l'école MAEHAA NUI et dans certaines écoles bien identifiées.

Il termine la présentation des résultats sur la langue anglaise et tahitienne. Il explique l'organisation des résultats, comment sont évalués les élèves et quels sont les critères. Les critères sont applicables dans tous les pays européens, c'est ce qu'on appelle le cadre européen, les pays qui sont en Europe bénéficient de ce cadre. Avant tout il y a une classification, vous avez le niveau A, qui correspond à l'utilisateur élémentaire, niveau B, utilisateur indépendant, et le niveau C, utilisateur expérimenté. A la fin du cycle 3, il est attendu des élèves qu'ils atteignent le niveau A1 qui est le niveau introductif « de découverte, le début » et plus ils évoluent dans le temps, ils atteindront le niveau C2 et ainsi de suite pour atteindre le niveau de maîtrise qui correspond au niveau universitaire.

Le niveau A1, est ce qui est appelé les descripteurs, ce qui signifie comprendre et/ou utiliser des expressions familières, des énoncés simples (savoir présenter quelqu'un, se présenter, communiquer de façon simple), voilà ce qui est attendu des élèves. L'évaluation en langue anglaise a été proposée uniquement aux élèves de CM2 et sur les 293 élèves, 105 élèves ont le niveau A1. Les différents critères sur lesquels ils ont travaillé étaient les réactions, le dialogue, l'écoute, la compréhension, le parler en continu (lire et écrire). Lorsqu'ils travaillent sur une langue, ils travaillent toujours sur les cinq activités langagières. Les résultats qui apparaissent sur la diapositive montrent les pourcentages de réussite qui sont moyens. Les élèves qui ont le niveau A1 doivent travailler l'écriture de l'anglais qui est assez complexe.

En REO TAHITI, les élèves ont été évalués sur les mêmes critères et sur les 293 élèves, 91 élèves ont le niveau A1, les autres sont sur le point de l'avoir, les résultats sont quasi identiques en termes de moyenne à ceux de l'anglais et ils réussissent mieux en anglais. Dans les classes, les élèves sont d'avantages intéressés par la langue anglaise que par le REO TAHITI. Le constat fait est que certains élèves ont des difficultés avec le REO TAHITI qui est pourtant une langue qui fait leur identité et qu'ils entendent tous les jours.

Le cycle 3 intègre la 6^{ème} et il appartient au professeur de continuer à conduire les élèves pour avoir le niveau A1. Les résultats ont été communiqués aux professeurs de 6^{ème}, pour qu'ils puissent travailler en conséquence. Il émet quelques indications concernant la lettre de rentrée de la ministre de l'éducation qui donne des indications très intéressantes. Concernant la circonscription le texte fondamental, est la charte de l'éducation sur laquelle elle insiste beaucoup.

Cette année, elle insiste sur l'intensification de la dynamique collaborative, c'est-à-dire, de travailler entre enseignants et parents, les partenaires, les communes, les associations. Aussi, sur l'élévation du niveau général des élèves et la réussite de tous, ce qui est un devoir pour l'inspecteur et son équipe. Notamment pour l'acquisition des fondamentaux, elle insiste sur le langage oral, l'écrit, le calcul.

Lorsque les élèves sortent à 16 ans, ils doivent obligatoirement avoir un certain nombre de compétences acquises et de connaissances. Ils doivent savoir utiliser leurs connaissances, par exemple, savoir-faire une addition n'est pas suffisant, par contre savoir utiliser les bonnes formules de calculs pour faire ses courses est une compétence. La circonscription a le texte de référence qui les oblige à la fin de la scolarité à conduire ces élèves à des connaissances et des compétences avec lesquels ils pourront s'en sortir dans la vie, même sans diplôme. Il pense qu'ils pourront s'en sortir et agir en bon citoyen.

L'inspecteur montre les découpages qui figurent sur la présentation pour expliquer qu'il doit s'appuyer sur ces données pour élever les enfants en grandes difficultés. Le développement du numérique au service de l'apprentissage, il voit avec plaisir que les élus sont maintenant équipés de tablette. Il essaie de donner des moyens informatiques aux écoles ce qui nécessite un budget conséquent du Pays, mais malheureusement celui-ci ne peut assumer financièrement tous les besoins. Le numérique, facilite l'apprentissage et en ce sens son équipe et lui-même ont monté un projet l'année dernière. Ils ont sollicité financièrement le Pays pour un projet de voyage et pour pouvoir doter les écoles de la commune de tablettes numériques. Pour ce projet, il avait sollicité la commune et monsieur Ronald TUMAHAI, notre regretté Maire soutenait le projet. Il souhaite savoir quel est la position du nouveau conseil municipal par rapport à ce projet. Il précise qu'ils ont aussi sollicité l'Etat qui a répondu qu'il n'avait plus de budget. Il rappelle que le numérique au service de l'apprentissage est très important, il invite les élus membres du conseil municipal de les rencontrer pour leur montrer comment utiliser les tablettes au service de l'apprentissage. Il informe que Madame MANEA-LYAU pourra en parler parce qu'elle est équipée de tablette dans sa classe et précise qu'elle s'est équipée personnellement. Il s'aperçoit qu'elle a fait un travail remarquable, et que tous les enseignants ne sont pas comme elle.

Il donne un dernier point sur la coéducation effective, Madame la Ministre insiste beaucoup sur la coéducation avec les parents, avec la famille, mais aussi avec les différents partenaires au travers des dispositifs tel que les accompagnements éducatifs. Il revient sur ce que la commune met en place, comme l'accompagnement à la scolarité qui prend en charge un certain nombre d'élèves.

L'inspecteur veille à ce que ce soit les élèves qui en ont le plus besoin, qui participent à ces ateliers et si possible de faire évoluer l'encadrement, pour qu'il y ait moins de jeu et plus d'aide aux devoirs. Il remercie le conseil municipal pour leur attention.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD, le remercie pour cet exposé intéressant et précis et que la commune doit s'en inquiéter, car avec les chiffres annoncés cela l'interpelle dans le sens où 30% des élèves sont en grandes difficultés.. Elle comprend que les parents ne s'impliquent pas vraiment et trouve que 30% cela fait beaucoup.

Monsieur MARCHAL répond qu'effectivement en moyenne nous avons entre 20 et 30% d'élèves qui sont en grandes difficultés pour diverses raisons, et espère pouvoir réduire ce taux. Ils y a des enseignants spécialisés, des psychologues scolaires, pour les aider sur le plan scolaire, le plan comportemental, par ce que certains ne sont pas du tout intéressé par l'école dès le CP, il constate qu'il y a de plus en plus d'élèves qui n'ont pas envie d'apprendre.

Il rappelle que la commune fait beaucoup, l'accompagnement à la scolarité coûte à peu près 20 millions par an ce qui est énorme. Il veut que les enfants en grandes difficultés soient présents, et il veillera à ce qu'il n'y ait pas d'absence. Il avait un projet pour certaines familles en grandes difficultés pour qu'ils puissent bénéficier d'un bilan orthophonique, et ce projet n'a pas pu aboutir. Il explique que si les enfants entendent mal, prononcent mal, ils ne pourront rien apprendre et faire un bilan est donc nécessaire. Le non aboutissement du projet n'était pas d'ordre budgétaire mais juridique. Il y a eu une sensibilisation effectuée auprès des familles sur l'intérêt de l'école mais les familles ne sont pas toujours à l'écoute et il préconise de continuer le travail au travers du CLSPD.

L'inspecteur aimerait aller plus loin au niveau de l'utilisation du numérique pour mieux apprendre, mais cela reste du ressort des enseignants et des enseignants spécialisés. Les 30% d'enfants en grandes difficultés, ont été recensés depuis longtemps. Le travail de coéducation doit se faire avec la société, le Pays et il faut agir en conséquence pour aider les familles. Intervenir sur l'économie, le social fera évoluer cette situation. Les jeunes d'aujourd'hui, sont désœuvrés, ils traînent sur le trottoir de Papeete, certains deviennent SDF parce que la société n'a pas su prendre en compte ces enfants.

Madame TERIITERAAHAUMEA, salue les membres du conseil et souhaite confirmer les propos de Monsieur l'inspecteur lorsqu'il parlait de coéducation. Elle précise qu'elle rencontre beaucoup d'enfants qui ont des difficultés au niveau de la prononciation, de l'articulation, des difficultés liées à la lecture. Elle a discuté avec des parents qui ont bien voulu faire un bilan orthophonique. Ces enfants peuvent bénéficier d'un aménagement de leur scolarité, ce qui leur permet de les accompagner dans leurs difficultés. Elle confirme que la prise en charge des séances d'orthophonie est une bonne chose. Elle pense peut-être qu'au niveau communal, une solution peut-être trouvée pour aider ces familles à aller vers ces dispositifs qui existent.

Monsieur MARCHAL, rappelle que la commune a ouvert trois classes de STP à dispositif passerelle dans deux écoles maternelles notamment sur les écoles MAEHAA RUA et URIRI NUI. Ces classes accueillent les tous petits, à partir de deux ans et ils sont bien encadrés dans ces dispositifs passerelles. Il y a plusieurs partenaires qui font parties de ces dispositifs tel que la maison de l'enfance pour accueillir ces enfants, et à les accompagner au mieux pour qu'en SP, ils soient plus à l'aise. Ces dispositifs ont donné des résultats très positifs. Aujourd'hui, la classe STP de l'école de MAEHAA RUA peut accueillir vingt élèves et malheureusement, il est difficile d'atteindre cet effectif car les parents ne les laissent pas aller à l'école. Le dispositif, consiste à faire de la pédagogie, il faut continuer à expliquer, pour aider à combler certaines carences affectives ou d'éducation au sein des foyers. Le dispositif ouvert sur l'école URIRI NUI accueille pour la deuxième année les enfants de TAAPUNA et du lotissement TAAPUNA SOCIAL. Les enfants entreront dans ces classes sur sélection d'un comité composé de la commune, la DGEE, les services sociaux. Les critères de sélections sont basés sur la situation sociale des enfants accueillis. Les résultats pourront être mesurés dans quelques années. Dans les autres communes, il y a très peu de dispositif comme ceux-là.

Madame MANEA-LYAU rajoute que le numérique est très important, aujourd'hui, il n'est plus possible de l'ignorer. L'enfant rencontre le numérique dès le berceau. Aujourd'hui, lorsqu'on leur donne un téléphone, ils comprennent rapidement son utilisation. Au niveau scolaire, elle a personnellement expérimenté l'utilisation d'un logiciel, appelé TACITE qui est une plateforme numérique qui permet d'améliorer la compréhension des enfants, au niveau de la lecture. Comme l'inspecteur le disait, des moyens sont développés et l'outil pédagogique a effectivement prouvé que ses élèves se sont vraiment amélioré en lecture. Le taux de réussite par exemple en début d'année scolaire était de 30% en lecture et à la fin de l'année scolaire, les élèves pratiquant régulièrement cet outil pédagogique, avaient atteint un taux de réussite de 64%, ce qui représente un énorme progrès. Alors pour continuer, elle a suivi les mêmes élèves cette année, ils se retrouvent en CM2, donc elle est bien placée pour témoigner. Elle a fait passer la première évaluation et elle s'attendait à une baisse, en fait les élèves qui ont progressé de 64%, ont commencé à 65% en début d'année scolaire de l'année suivante avec les mêmes élèves, pour dire aussi, que le progrès a été maintenu, donc c'est un outil génial mais il faut des tablettes, c'est là où elle veut en venir et c'est en tant qu'élue qu'elle s'exprime. La mairie aide au travers de l'opération sapin de Noël dont les cadeaux sont des tablettes. Elle va défendre ce projet afin de doter les écoles d'outils numériques parce qu'il n'est plus possible de l'ignorer.

Madame TERIITERAAHAUMEA, rebondit sur ce sujet en tant qu'élue. Il est vrai que dans nos écoles nous réclamons et adhérons à ce projet. Ce projet est passé dans nos commissions et elle est sûre qu'il a reçu un avis favorable et qu'il y a eu plusieurs demandes. Sa demande se situe au niveau des connexions, c'est vrai que doter une école d'ordinateurs, de tablettes c'est bien mais il faut peut-être se soucier de la connexion. Donc, elle pense qu'il faut améliorer la connexion afin de pouvoir faire travailler 3 à 4 classes en même temps. Et si la commune de

PUNAAUIA peut le faire très rapidement, eh bien bravo pour les écoles de Punaauia.

Elle questionne également monsieur le Maire et monsieur l'Inspecteur, par rapport à ce projet d'acquisition de tablettes. Elle sait qu'il y avait un projet en partenariat avec la commune, et ils ont très justement rappelé que l'Etat n'avait plus de fond mais elle sait que le Pays a octroyé une subvention de 2 500 000 FCP. Une précision, est ce que le matériel a déjà été acheté ? Si l'on veut faire un achat global pour toutes les écoles autant que ce soit le même type d'appareil et au niveau de la commune nous sommes soumis à des règles en terme de marché qui vont nous compliquer les choses si les machines ont déjà été achetées.

Monsieur MARCHAL, répond que la DGEE a acheté des tablettes à hauteur de 2 500 000 FCP. Il y a 42 tablettes mais ne se rappelle plus du nombre total de tablettes inscrit au projet. Le projet global porte sur huit millions de francs qui incluaient aussi des malles pour transporter les tablettes et ses accessoires. Une demande de financement tripartite a été adressée au Pays, la commune et l'Etat à hauteur de deux millions cinq cent mille francs. L'Etat a fait savoir qu'il n'avait pas de budget, mais indique qu'il a la certitude de recevoir dans un très proche avenir la part du Pays.

Monsieur LISSANT remercie l'inspecteur pour toutes ces informations et lui demande quel est le type de tablette sollicitée par le projet.

Monsieur MARCHAL répond que le type de tablette est des IPAD.

Monsieur LISSANT explique que cela permettrait à la commune qui doit financer deux tiers du montant, d'orienter l'appel d'offres vers l'achat d'IPAD. Il précise qu'une réflexion sera menée sur le sujet et débattu en commission des ressources mais aussi en commission des affaires administratives qui traite les questions des affaires scolaires. Il confirme les propos de madame Patricia concernant la connexion de plusieurs appareils au WIFI qui peuvent provoquer un ralentissement voir un blocage internet. Certaines écoles sont déjà éligibles à la fibre optique. Il fait confiance à l'inspecteur pour l'aboutissement de ce projet et au moment opportun la commune se chargera de faire évoluer la connexion internet dans les écoles.

Monsieur MARCHAL remercie les membres du conseil municipal pour leur attention et leur souhaite de bons travaux.

Monsieur LISSANT remercie l'inspecteur pour sa présentation et rappelle aux membres du conseil municipal, qu'en préambule un spot vidéo a été préparé pour la deuxième présentation. Il précise que lors d'un conseil municipal précédent, une esquisse avait été présentée et suite aux observations apportées par les élus, le prestataire devait apporter des modifications à la maquette et représenter le spot vidéo final.

1 :06 :15 à 1 :14 :00 (aucune voix détectable concernant la présentation du spot vidéo)

Après la projection monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont reconnu la voix off dans le spot vidéo. Il informe que la personne qui a bien voulu prêter sa voix était Madame Rachel TUAIVA, qu'il remercie.

Monsieur André TEAHU, e teie ho'e rave'a no te fa'atianiani ta tatou hui'atira i roto i te 'afata teata, haere ana'e mai teie mau feia e 'ite ratou tera te mau rave'a maita'i no te 'atu 'atu ta tatou oire no te haere i mua e no te aha i te mau tute e aufau hia ai. Mauruuru.

Traduction :

Le spot vidéo est un moyen d'informer la population sur les solutions mises en place par la commune pour améliorer nos services et de leurs faire comprendre pourquoi nous devons payer les redevances.

Monsieur LISSANT, répond que l'objectif de ce spot vidéo est de mieux communiquer auprès des administrés de ce qui est attendu de leur part. L'objectif est d'améliorer le taux de recouvrement des redevances tout en espérant que la commune améliorera ces procédures et bien souvent, un déficit de compréhension a été constaté au niveau des administrés qui font que des démarches auprès de la régie se passent assez difficilement et dans de mauvaises conditions. Quelques fois peut-être que notre communication vis-à-vis des administrés a échoué. Cette démarche, commencera dans l'acte de l'état-civil dû au fait qu'une télé peut être installée immédiatement pour diffuser tous les documents vidéo sur la vie de la commune, et tous les projets portés par la commune depuis 2014. Ce projet sera développé vers d'autres sites publics tels que le dispensaire et autre. Aussi, cette vidéo, sera diffusée sur la page facebook de la commune.

Monsieur HOWELL, demande s'il y a un ordre d'idée sur le niveau de recouvrement de tous ces impôts. On en est à combien ? De façon à pouvoir évaluer le chemin qui reste à faire et qu'à partir du moment où on lancera cette campagne, il faudra comme même que l'on ait un point zéro quelque part, voir si nous évoluons dans le bon sens. On va se retrouver avec de plus en plus de personnes qui ne vont pas payer quoi. Donc ce point me paraît important, si possible, est-ce que l'on a ce point ?

Monsieur LISSANT dit qu'avant de donner la parole à madame Tepiu DUQUESNAY sur les chiffres exacts du moins de l'année dernière et celle de l'année précédente qu'il faut bien comprendre que c'est un moyen et aussi un outil que nous avons mis en place depuis deux ans. Des procédures ont été mises en place avec le trésor public pour tenter d'améliorer le recouvrement de nos redevances, donc il ne va pas revenir sur les dispositifs qui existent et sont encore perfectibles parce que cette année nous nous remettons dans le circuit, dans les rouages des procédures et d'essayer de les améliorer ne serait-ce que par l'envoi de huissiers de la TIVAA mais aussi par des lettres de rappel à tous nos administrés. Ensuite, il tient également à remercier nos élus qui l'année dernière ont pris de leur temps pour accompagner quelques employés et remettre en main

propre les lettres de rappels à nos redevables. Ce qui nous a permis de récupérer les quelques redevances sur des années bien précises. Il donne la parole à madame DUQUESNAY.

Madame DUQUESNAY, explique qu'un taux de recouvrement est aussi estimé pour l'eau, donc pour les redevances eau et déchets, on se rapproche des 50%. En fait c'est pour cela, que nous avons mis en place avec le partenariat du trésor public des campagnes de recouvrement pour justement améliorer ce taux de recouvrement parce que nous avons comme même des impayés qui remonte depuis l'existence de la commune, donc des impayés qui se chiffrent à 900 millions de francs. Donc nous avons mis en place une charte avec le trésor public pour justement diminuer ces impayés par la campagne de recouvrement lancé l'année dernière et aussi bien par voie d'huissier. Il y a une convention qui a été passé entre le trésor public et un groupement d'huissier pour rechercher tous ces redevables qui n'auraient pas payés leurs taxes en eau et en déchets, ce sont des lettres de rappels qui ont été reçues par les huissiers et transmis par les huissiers et également tout ce qui est commandement de payer. Donc commandement de payer que la commune distribue, cette année encore on renouvelle cette opération, elle a commencé, la régie avec la police municipale distribuent les commandements de payer pour les impayés de 2014. Ceci pour interrompre la prescription qui est depuis 2008, quadriennale et de relancer les redevables pour qu'ils viennent payer leur taxe. Ce sont des moyens que l'on a mis en place et normalement devraient permettre de diminuer le taux d'impayés et d'augmenter le taux de recouvrement. Cette maquette qui a été préparée par notre prestataire VEVO NO PUNAAUIA permet justement à nos redevables qui passeraient à l'état-civil de voir où les deniers publics passent. Ce sont des moyens que nous avons mis en place depuis 2016 avec le trésor et en interne également.

Madame TERIITERAAHAUMEA, la demande est intéressante dans la mesure où on va diffuser et aussi un indicateur pour nous et par la suite de savoir après diffusion de ce spot, combien de personnes sont venues ? C'est-à-dire quel a été l'impact de ce spot lors de la diffusion, ce n'est qu'une idée pour pouvoir évaluer l'impact, je ne sais pas combien a coûté la réalisation de ce spot vidéo. Après ma question c'est toujours par rapport à ce moyen-là, combien de temps dure la diffusion ? Tout en sachant quand c'est trop long l'attention se perd, c'est ce qui a été soulevée dernièrement. Donc ce qui est important, c'est la répartition à la fin de ce fameux fromage et l'importance de la durée dans ce genre de diffusion.

Monsieur LISSANT répond qu'en termes de durée, il est de huit minutes, lors de la première présentation il était à douze minutes. Nous avons respecté la demande. Les personnes qui iront à la régie, certainement ils attendront entre dix à un quart d'heure. Deuxième astuce, si vous l'avez bien remarqué, la voix off est en REO et le texte est en français donc d'une pierre deux coups.

Madame DUQUESNAY répond que par rapport à la campagne lancée l'année dernière, nous n'avons pas encore obtenu les résultats concernant les lettres des

commandements à payer, ces lettres ont été distribuées par nos agents. En revanche, concernant les rappels distribués par voie d'huissier, l'année dernière, c'est environ 100 millions au total en eau et en déchets qui ont été réclamé et sur les 100 millions nous avons recouvré 80 millions, ce qui n'est pas négligeable.

Madame TERIITERAAHAUMEA, explique qu'elle parlait du spot. C'est parce que la demande de tout à l'heure était pour les impayés. C'est-à-dire que vu les impayés qu'il y a dans notre commune, quand cela sera diffusé ? C'est cet impact qu'elle demande d'évaluer, mais apparemment on ne pas pour l'instant puisque ce n'est pas encore fait. C'est une idée pour évaluer, voilà.

Monsieur TEAHU, e no te mea e piti matahiti teie nei, ua horo'a tatou ho'e reni no te ta numera i te mau fare. I roto i tera 'opuara'a no te fa'aohiera'a i te operera'a rata no te mau tute. Teie te 'uira'a, ua tae anei tatou I te hope'a no te fa'aohiera'a i te operera'a ve'a ia te mau feia e nenehe e 'aufau i te mau tute.

Traduction:

Monsieur TEAHU demande qu'à la suite de la numérotation des maisons effectuées depuis cela deux ans maintenant, êtes-vous arrivés au terme de faciliter la distribution des enveloppes des redevances ?

Madame DUQUESNAY, l'adressage est aussi un moyen qui a été mis en place pour justement toucher tous ces redevables. Aujourd'hui, on n'a pas d'adresse géographique fiable de tous nos redevable, donc l'adressage est un moyen de pouvoir rechercher nos administrés quand on a une adresse fixe avec une numérotation, on sait exactement où aller rechercher ces redevables qui n'auraient pas payé leurs taxes. On n'a pas encore terminé, mais c'est sûr que ça a un impact déjà sur notre base de données, ça nous permet déjà de nettoyer notre base de données et d'avoir une base de données plus fiable. L'idée, c'est qu'après que la maison soit numérotée, il faut rencontrer la personne pour officialiser afin qu'il puisse recevoir ses redevances.

Monsieur TEAHU, teie ta'u 'e feruri maita'i, ta numera ana'e pa'i ratou i te mau fare, eita anei e nehenehe e afa'i fa'ahou ho'e ta'ata no te ani e fa'a'ea anei ratou i roto i tera fare e no ratou anei te fare. Fa'atira'a matou i te mau fare, te vai ra tatahi mau numera tei vahi 'e roa.

Traduction par André TEAHU:

Nous sommes une équipe, on s'aperçoit que les numéros ne correspondent même pas sur certains plans et en plus il n'y a même pas de numéros sur les maisons. Est-ce que la personne qui figure dans l'adressage reçoit bien les factures des redevances ? C'est important parce que l'adressage va servir à la sécurité, quand une personne appelle il donne son numéro, au moins nous savons que c'est bien cette maison pour ne pas se tromper, voilà merci.

Monsieur TIRAO, il est vrai que la campagne d'adressage n'est pas terminée et comme expliqué en commission thématique d'équipement, nous devons faire appel à un prestataire qui terminera la pose et en même temps, il demandera de vérifier l'ensemble des plaques qui sont déjà posées et de les mettre en cohérence avec un fichier informatique et donc on aura aussi le système d'information géographique qui sera donc en adéquation avec la pose qui nous permettra d'avoir une visibilité et de faire un état des lieux pour la fin de l'année en tout cas.

Monsieur TEAHU informe que de son temps il avait acquis huit tablettes, et les huit tablettes étaient orientées en GPS branché sur satellite et quel que soit l'endroit où nous sommes. Donc, il suffit d'insérer le plan de la commune et de cibler la zone géographique et on connaît exactement le lieu où vous vous situez. Il demande où sont passées les tablettes ?

Madame Layana ATAE, trouve que pour une première c'est bien. On n'est pas loin de 2020, nous avons tous les atouts de l'adressage, HITI FM par exemple. Elle félicite.

Monsieur LISSANT, dit qu'il est vrai que c'est encore perfectible, des dispositions à recadrer, nous essayons par tous les moyens pour arriver au bout. Il est vrai que nos employés communaux, nos équipes qui ont suivis le dossier ont aussi changé en cours de route et quand on change de personne c'est toujours difficile mais bon là on va passer par un prestataire qui sera mandaté pour venir vérifier tout ça de manière à ce que très rapidement, on puisse clôturer ce projet et qu'on n'ait enfin quelque chose de plus fiable. Reste après la question, rappelez-vous des boîtes postales, il y a eu un quiproquo là-dessus, problème juridique et là, on n'a pas encore de solution bien précise par rapport à ça. Malheureusement, je dois bien le déplorer. S'il n'y a pas d'autre question on va passer à notre séance solennelle.

Madame Cathy PUCHON, dit que par rapport au visuel, il est très bien, mais que c'est juste du blanc sur un fond clair. Elle ne sait pas si les usagers pourront bien décrypter ce qui est écrit. Elle demande si les écrans seront installés dans notre couloir de l'état-civil. Est-ce bien ? Il faudra faire attention, vu que c'est un espace confiné, les gens seront attroupés là dedans, le brouhahah. Le personnel a du mal à bien capter ce que l'utilisateur veut. C'était juste une petite observation de sa part.

Monsieur LISSANT, répond qu'il faut savoir que c'est avec un vidéo projecteur et les couleurs sont un peu modifiées. Normalement, sur un petit écran, on devrait avoir un meilleur rendu visuel. Il est vrai que l'on avait parlé à l'origine du volume du son, qu'il va falloir ajuster de manière à ne pas amplifier les nuisances. Il pense que ce sont des choses que l'on va pouvoir réguler au fur et à mesure. Il propose de commencer la séance solennelle par l'appel, et demande au directeur général des services par intérim (DGS), monsieur Mano-ura TIRAO, d'y procéder.

A la demande de Monsieur le Maire, Monsieur Mano-Ura TIRAO procède à l'appel.

Aussi, il informe que Madame Tania MANEA-LYAU sera la secrétaire de séance.

Sont présents :

- Simplicio LISSANT, Maire
- Aitu POMARE POMMIER, 1^{er} adjoint au Maire
- Marc TATARATA, 3^{ème} adjoint au Maire
- Tania MANEA-LYAU, 4^{ème} adjoint au Maire
- Cathy PUCHON, 5^{ème} adjoint au Maire
- Ismaël HAPAITAHAA, 6^{ème} adjoint au Maire
- Hinano TEISSIER, 7^{ème} adjointe au Maire
- Marie-Rose TEURU, 8^{ème} adjointe au Maire
- Antoine RUA, 9^{ème} adjoint au Maire
- Georges DOOM, 10^{ème} adjoint au Maire
- Yves CHING, Conseiller
- Imelda TEATIU, Conseillère
- Andre TEAHU, Conseiller
- Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, Conseillère
- Layana ATAE
- Jean-Pierre CHING, Conseiller
- Dylma ARO, Conseillère
- Monette HARUA, Conseillère
- Michel LEBOUCHER, Conseiller
- Patrick HOWELL, Conseiller
- Patricia TERITERAAHAUMEA, Conseiller
- Terava PATII, Conseillère

Sont absents :

- Tatiana DUBOIS, 2^{ème} adjointe au Maire
- Maguie JURD, conseillère
- Christian VERNAUDON, Conseiller
- Gustave VAN BASTOLAER, Conseiller
- Mareta MAITI, Conseillère
- Astride MARA, conseillère
- Edmée TAHUTINI, Conseillère
- Paul PERE, Conseiller
- Irwin FAATAU, Conseiller
- Juliana SANQUER, Conseillère
- Heiranie TUTEINA, Conseillère
- Willy TETUANUI, Conseiller
- Aimata HOPU, Conseillère

A l'issue de l'appel, Monsieur TIRAO indique que 21 membres du Conseil municipal sont présents et que le quorum est atteint. Ainsi la séance du Conseil peut se tenir de manière régulière.

Monsieur LISSANT donne la parole à la secrétaire de séance, Madame MANEA-LYAU pour énoncer l'ordre du jour.

(Sortie de madame Layana ATAE qui donne procuration à monsieur Jean-Pierre CHING).

I. PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 AOUT 2018

Madame Tania MANEA-LYAU met le PV du 23 août 2018 au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Le procès-verbal du 23 aout 2018 a été adopté à l'unanimité.

II. PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 07 SEPTEMBRE 2018

Madame Tania MANEA-LYAU met le procès-verbal du 07 septembre 2018 au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Le procès-verbal du 07 septembre 2018 a été adopté à l'unanimité.

III. AFFAIRES ADMINISTRATIVES

A. ACTIONS COFINANCEES PAR LE SYNDICAT MIXTE DU CONTRAT DE VILLE

- **Projet de délibération n° 183/2018 du 10 octobre 2018 modifiant la délibération n°90/2018 du 27 avril 2018 et approuvant le nouveau plan de financement du projet « Il était une fois mon quartier 2018 »**

Inaugurés en avril 2018, les deux « unu » symbole d'une partie de l'histoire et des légendes des quartiers de BEL AIR et de TAAPUNA, représentent le travail de deux années effectuées par notre jeunesse en lien avec nos aînés.

En 2018, il était convenu de continuer ce projet sur un autre quartier, à savoir celui du littoral de TAAPUNA. Par délibération n° 90/2018 du 27 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé le projet, le plan de financement et a autorisé le Maire à signer la convention de financement. Cette action a fait l'objet d'un cofinancement du SMCV à hauteur de 588 728 F CFP.

Par manque d'effectif, le service Jeunesse et Vie locale a pris l'attache d'un prestataire pour coordonner l'action et respecter les délais impartis.

Cette prestation nécessite de revoir le plan de financement du projet et notamment la quote part de la Commune.

RATTACHEMENT AUX PLANS STRATEGIQUES

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

AXE STRATEGIQUE 1 : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

OBJECTIF 4 : Encourager l'esprit citoyen par les échanges intergénérationnels

ACTION 3 : Contribuer à la transmission des savoirs traditionnels

MESURE 6 : Programmation d'activités traditionnelles et artistiques tout au long de l'année scolaire

ORIENTATIONS STRATEGIQUES RENOUVELEES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE PUNAAUIA

PILLIER : Cohésion sociale

ENJEU : Politique de jeunesse innovante en faveur des enfants, adolescents et jeunes adultes du quartier

PLAN DE FINANCEMENT

Le plan de financement de l'action arrêté par délibération n°90/2018 se déclinait comme suit :

Monsieur DOOM procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU soumet le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR

30

CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 183/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

B. FINANCES

▪ *Projet de délibération n° 184/2018 du 10 octobre 2018 portant modifications du budget principal de l'exercice 2018*

Par délibération n° 21/2018 du 23 mars 2018, le conseil municipal a approuvé le budget primitif du budget principal de l'exercice 2018, arrêté en équilibre de recettes et de dépenses à la somme de 7 189 236 314 F CFP (sept milliards cent quatre-vingt-neuf millions deux cent trente-six mille trois cent quatorze francs CFP) réparti à hauteur de :

- 4 823 089 538 F CFP pour la section de fonctionnement, et,
- 2 366 146 776 F CFP pour la section d'investissement.

Afin d'ajuster les inscriptions budgétaires initiales, des décisions modificatives ont été adoptées par les délibérations n° 103/2018 du 27 avril 2018 et n° 139/2018 du 23 août 2018, portant le montant du budget principal à 7 714 236 314 F CFP (sept milliards sept cent quatorze millions deux cent trente-six mille trois cent quatorze francs CFP) dont la section d'investissement modifiée à 2 891 146 776 F CFP.

Des ajustements doivent de nouveau être apportés à la section d'investissement du budget principal, d'où l'objet de la présente décision modificative n° 3. La modification du budget se traduit essentiellement par des transferts de crédits entre chapitres budgétaires qui ne bouleversent pas la structure du budget pour les deux sections.

La commission des ressources, réunie le 26 septembre dernier, a donc examiné les propositions de modifications budgétaires suivantes :

En dépenses d'investissement

- ⇒ Un transfert de crédits de 2 015 481 F CFP du chapitre 020 « dépenses imprévues » vers :
 - Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » pour 15 481 F CFP lié au remboursement du capital concernant l'emprunt contracté avec la Banque de Tahiti, dont le montant de l'échéance 2018 est modifié à la hausse, suite à une variation du taux d'intérêt en juillet 2018 ;
 - Le chapitre « 2015003-Définition du schéma directeur d'assainissement des eaux usées (SDAEU) » pour 2 MF CFP concernant des prestations d'études.

- ⇒ Un virement de crédits de 50 MF CFP entre le chapitre 20 « immobilisations incorporelles » et les chapitres :
- « 2015003-Définition du schéma directeur d'assainissement des eaux usées (SDAEU) » pour 35 MF CFP afin de permettre l'acquisition et l'installation de débitmètres ;
 - « 2018007-Reconstruction de l'école 2+2=4 », nouvelle opération d'investissement créée avec l'affectation de crédits de 15 MF CFP prévus pour des études.
- ⇒ Un ajustement à la hausse du budget inscrit pour l'acquisition de parcelles de terres au chapitre « 2018002-parcelle LEETEG OUTUMAORO » pour 2,5 MF CFP, prélevé au chapitre « 2018001-parcelle FULLER OUTUMAORO » ;
- ⇒ Tableau récapitulatif des modifications budgétaires :

SECTION D'INVESTISSEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
020	Dépenses imprévues		2 015 481	0	0	0
	020	Dépenses imprévues	2 015 481			
16	Emprunts et dettes assimilées		0	15 481	0	0
	16428	Emprunts en francs pacifiques		15 481		
20	Immobilisations incorporelles		50 000 000	0	0	0
	2031	Frais d'études	50 000 000			
2015003	Opération - Définition du SDAEU		0	37 000 000	0	0
	2031	Frais d'études		2 000 000		
	21531	Réseaux d'adduction d'eau		35 000 000		
2018001	Opération - Parcelle FULLER - OUTUMAORO		2 500 000	0	0	0
	2111	Terrains nus	2 500 000			
2018002	Opération - Parcelle LEETEG - OUTUMAORO		0	2 500 000	0	0
	2111	Terrains nus		2 500 000		
2018007	Opération - Reconstruction de l'école 2+2=4		0	15 000 000	0	0
	2031	Frais d'études		15 000 000		
sous-total opérations réelles SI			54 515 481	54 515 481	0	0
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	0	0	0
021	Virement de la section de fonctionnement		0	0	0	0
sous-total opérations d'ordre SI			0	0	0	0
Total op. réelles + op. d'ordre SI			54 515 481	54 515 481	0	0
		+ ou -	0		0	

Au vu des éléments ci-dessus et conformément à l'avis favorable de la commission des ressources réunie le 26 septembre dernier, il vous est demandé de bien vouloir adopter les propositions de modifications du budget principal.

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Madame TERIITERAAHAUMEA demande si le rajout de quinze millions permettra l'accélération des travaux de l'école 2+2=4.

Monsieur TIRAO répond que l'augmentation de budget est liée notamment aux études effectivement des études supplémentaires dans le cadre de diagnostic de l'amiante. Donc accéléré, de toute façon c'est une priorité, il y a une chargée d'opération qui va débiter à la fin de ce mois et sa mission sera de gérer cette opération de reconstruction de l'école. On n'a en cours l'assistance à maîtrise d'ouvrage qui va bientôt très certainement revenir vers elle pour définir le programme c'est-à-dire l'ensemble des éléments de programmation qui vont nous permettre de choisir. Ensuite notre maître d'œuvre, notre futur architecte. Donc dans tous les cas, c'est une mission prioritaire par les événements notamment sur l'amiante et le fait que l'on ne peut pas garder longtemps les enfants dans un établissement qui commence à tomber dans un état de délabrement. C'est la priorité de Tavana, de son conseil municipal et des techniciens.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 184/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 185/2018 du 10 octobre 2018 modifiant la délibération n°17/2016 du 24 mars 2016 approuvant l'inscription en autorisation de programme pluriannuel les constructions et les rénovations des établissements scolaires***

Par délibération n° 17/2016 le Conseil municipal a approuvé l'inscription de l'autorisation de programme pluriannuel n° 11 (AP 11) d'investissement en faveur de la construction et rénovation des établissements scolaires de la Commune par l'ouverture de l'opération portant sur l'extension et sur les aménagements de l'école maternelle URIRI NUI selon le tableau suivant :

AP n° 11 – CONSTRUCTION ET RENOVATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

CREDITS DE PAIEMENT PAR ANNEE (EN MILLIONS DE F CFP)	N° d'opération	2016	2017	TOTAUX
OPERATION « EXTENSION ET AMENAGEMENTS DE L'ECOLE MATERNELLE URIRI NUI »	2016001	67	32	99
TOTAUX	-	67	32	99

La Commission des ressources réunie le 26 septembre dernier a validé la création de l'opération de reconstruction de l'école 2+2=4. A cette occasion il a été rappelé qu'une enveloppe budgétaire au titre de frais d'études d'un montant de 50 MF CFP a été votée au budget primitif 2018 en section d'investissement pour démarrer les études à la reconstruction de l'école 2+2=4 et qu'un dossier de financement relatif aux études préalables estimées à 19,6 MF CFP a été éligible au FIP à hauteur de 80% soit 15,6 MF CFP.

Ces études permettront le recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage spécialisé dans la Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) pour mener à bien la réalisation du projet de reconstruction de l'école en tenant compte de la dimension administrative, technique et financière de l'opération et de la situation géographique de l'école.

C'est la raison pour laquelle il importe aujourd'hui de :

- ⇒ de créer, d'une part, l'opération « reconstruction de l'école 2+2=4 » qui accueillera les crédits de la phase études dans un 1^{er} temps,
- ⇒ de rattacher, d'autre part, cette opération à l'autorisation de programme (AP) n° 11 intitulée « construction et rénovation des établissements scolaires » du PPI,
- ⇒ et enfin de répartir l'enveloppe budgétaire de 50 MF CFP en crédits de paiement (CP) à l'opération comme suit :

REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) A L'OPERATION (en millions de F CFP)

OPERATION BUDGETAIRE/CP REPARTIS PAR AN	2018	2019	2020	TOTAUX
RECONSTRUCTION DE L'ECOLE 2+2=4	15	25	10	50
TOTAUX	15	25	10	50

L'autorisation de programme n° 11 est ainsi modifiée :

AP n° 11 – CONSTRUCTION ET RENOVATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

CREDITS DE PAIEMENT PAR ANNEE (EN MILLIONS DE F CFP)	N° D'opération	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAUX
OPERATION « EXTENSION ET AMENAGEMENTS DE L'ECOLE MATERNELLE URIRI NUI »	2016001	67	32	-	-	-	99
OPERATION « RECONSTRUCTION DE L'ECOLE 2+2=4	2018007	-	-	15	25	10	50
TOTAUX	-	67	32	15	25	10	149

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame TERIITERAAHAUMEA émet une remarque sur les montants qui figurent dans le tableau concernant l'extension de l'école maternelle URIRI NUI, qui s'élève à 99 millions et la reconstruction de l'école 2+2 s'élève à 50 millions, elle se pose des questions sur les travaux.

Monsieur TIRAO explique que le coût global est estimé à 500 millions de francs et que les 50 millions représentent 10% qui concernent les études préalables à la reconstruction de l'école. Lorsque l'on va avancer dans ces études, on va avoir des coûts plus précis et de là normalement on pourra définir l'enveloppe qui sera allouée définitivement dans cette opération de reconstruction. C'est pour cela, que 50 millions ont été définie, pour cette opération. On a demandé un cofinancement au FIP étude et on a obtenu un cofinancement à 95% pour financer ces études.

Monsieur Yves CHING demande de faire apparaître l'AP initial de 500 millions dans le tableau et les CP attribués par année pour éviter toute confusion.

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 185/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ **Projet de délibération n° 186/2018 du 10 octobre 2018 modifiant la délibération n°34/2018 du 23 mars 2018 approuvant les nouvelles inscriptions en autorisation de programme pluriannuel en faveur de l'assainissement des eaux usées.**

Par délibération n° 20/2016 du 24 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé l'autorisation de programme pluriannuel n° 12 (AP n° 12) d'investissement en faveur de l'« Assainissement des eaux usées » par l'ouverture de l'opération « Définition du Schéma directeur d'assainissement des eaux usées comme suit :

AP n° 12 – ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES				
CREDITS DE PAIEMENT PAR ANNEE (EN MILLIONS DE F CFP)	N° d'opération	2016	2017	TOTAUX
DEFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	2015003	25	25	50
TOTAUX	-	25	25	50

Pour rappel, la réalisation d'un Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées (SDAEU) a pour objectif d'engager une réflexion à l'échelle globale de la Commune en considérant le patrimoine existant.

En effet, il n'existe aucun SDAEU pour le territoire de la Commune de Punaauia. A l'issue de sa définition, la Commune pourra assurer pleinement sa compétence qui ne devrait pas intervenir avant 2024. Ce SDAEU permettra :

- ⇒ la mise en place d'un zonage d'assainissement collectif et non collectif,
- ⇒ de bâtir le service public industriel et commercial (SPIC),
- ⇒ de répondre à la question complexe du transfert des ouvrages d'assainissement.

Le conducteur de l'opération est la Direction de l'Ingénierie Publique (DIP) qui assiste la Commune dans le cadre d'une convention d'un montant de 5 MF FCP. Le marché de maîtrise d'œuvre a été remporté par le groupement H²O Ingénierie/Profils Etudes pour un montant de 46 MF FCP, et les études ont démarrés en décembre 2017 pour une durée de 30 mois.

Par délibération n° 34/2018 du 23 mars 2018, le montant total de l'autorisation de programme pour la réalisation du projet est réévalué à 55 millions de francs CFP modifiant la répartition des crédits de paiement comme suit :

AP n° 12 – ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES				
CREDITS DE PAIEMENT PAR	N°	2018	2019	TOTAUX

ANNEE (EN MILLIONS DE F CFP)	d'opération			
DEFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	2015003	50	5	55
TOTAUX	-	50	5	55

Par ailleurs, il a été jugé opportun de connaître réellement les volumes d'eaux usées et indirectement les volumes d'eaux parasites (eau de pluie et eau de nappe/mer) qui transitent dans les canalisations et qui engendrent des by-pass et des surcoûts d'exploitation.

Pour ce faire, il importe d'acquérir et d'installer des matériels de mesure (débitmètres, installation de seuil, etc.) dans le but de déterminer les secteurs les plus critiques et de définir les travaux à réaliser ou les études complémentaires à mener en priorité. Le coût de la fourniture et de la pose de ces équipements s'élève à 35 MF CFP.

La demande de financement déposée au FIP au titre de cette acquisition a été rejetée car inéligible. De ce fait, le financement devra se faire sur fonds propres.

De plus, il est proposé de compléter à l'opération des crédits budgétaires à hauteur de 2 MF CFP pour les prestations de maîtrise d'œuvre. En effet, au budget 2018, 50 MF de crédits de paiement ont été votés. La totalité de ces crédits est engagée pour les marchés de la maîtrise d'œuvre (44,94 MF CFP) et du conducteur d'opération (5,060 MF). Cependant le marché total de la maîtrise d'œuvre s'élevant à 46 MF CFP, il manque 1,1 MF CFP pour engager le reliquat du marché.

En conséquence, cette opération entrainera la modification de l'AP n°12 « assainissement des eaux usées » d'un montant de 37 MF CFP en 2018 portant l'enveloppe totale de l'AP à 92 MF CFP comme suit :

AP n° 12 – ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES				
CREDITS DE PAIEMENT PAR ANNEE (EN MILLIONS DE F CFP)	N° d'opération	2018	2019	TOTAUX
DEFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	2015003	87	5	92
TOTAUX	-	87	5	92

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Monsieur CHING, informe que des administrés des environs de la station d'épuration se plaignent des odeurs qui en ressortent. Il raconte qu'il était sur le lieu et qu'effectivement l'odeur nauséabonde le faisait fuir. Il demande quelle est la raison de cette odeur.

Monsieur POMARE POMMIER répond que la station d'épuration est obligée de fait des mises à l'air pour éviter une explosion. Ces mises à l'air se font automatiquement avec des jets de chlores.

Monsieur CHING demande les périodes de mises à l'air pour pouvoir mieux informer les administrés.

Monsieur POMARE POMMIER n'ayant pas cette information, l'oriente vers le bureau de la SEM Vaitama pour ces informations.

Madame TERIITERAAHAUMEA rappelle qu'il y a un autre bureau de décantation pour traiter les eaux usées dans le parking d'une école que vous connaissez bien et ce fut un combat à l'époque et je pense que ça va être encore un autre combat de mon association de parents d'élèves, puisque parfois quand il y a des pannes d'électricité, ça dégaze complètement et nous qui prônons pour tout ce qui est développement durable, le respect de l'environnement et le respect de tous, on se retrouve face devant notre école pour le développement durable éco-label avec ce local et nous avons demandé mais cela n'a pas été suivis par la politique à l'époque, si on ne pouvait pas déplacer ce local par ce qu'elle entraîne beaucoup de difficulté pour l'école qui prône pour le développement durable.

Monsieur POMARE POMMIER demande où a-t-elle adressée sa demande pour déplacer le local.

Madame TERIITERAAHAUMEA explique qu'à l'époque, elle avait interpellé la commune et on lui a expliqué que le parking n'appartenait pas à la commune. Aujourd'hui, il me semble que cette parcelle a été rétrocédée à la commune.

Monsieur POMARE POMMIER répond que les biens appartiennent au Pays, donc il faut dresser une demande à la direction de l'environnement, c'est eux qui ont fixé les emplacements. A l'époque si le terrain n'était pas communal, il a été mis très certainement au Pays.

Madame TERIITERAAHAUMEA dit qu'elle souhaite avoir une confirmation que cette petite parcelle a été rétrocédée à la commune. Le bâtiment de l'école scolaire appartient à la commune et rappelle qu'elle travaille ensemble pour avoir l'éco-label de développement durable. Elle dit que c'est une doléance de l'école 2+2=4 adressée devant le conseil municipal.

Monsieur LISSANT répond que la demande a bien été prise en compte et qu'il la comprend très bien parce qu'elle vit cet état de fait et précise qu'à terme la commune va récupérer cette compétence. Aujourd'hui, c'est toujours la SEM qui gère et puis on verra parce qu'il il faudra trouver un autre endroit pour installer ce

poste mais nous vérifions sur la réaffectation du parking et cela l'étonne. Nous gérons le parking mais pas l'emprise foncière où est installé le poste.

Madame TERIITERAAHAUMEA, trouve que c'est un peu bizarre pour l'interprétation parce que c'est dans le parking.

Monsieur TIRAO, explique qu'ils sont en train de réaliser le schéma directeur de l'assainissement des eaux usées, et donc du coup, pour cette thématique on va essayer de demander à notre bureau d'études, d'étudier la possibilité de déplacer éventuellement ce poste de relevage, maintenant on va voir ça dans le cadre du schéma et dès que l'on aura plus de donner et de toute façon on reviendra vers vous tout au long de ce schéma directeur.

Madame TERIITERAAHAUMEA, dit que ce n'est que la partie physique des choses, en-dessous il y a des buses pour l'évacuation des eaux pluviales et on se retrouve sur la plage avec des rejets de ces eaux qui restent à vérifier si ce sont bien des eaux pluviales de ceux qui viennent d'en haut et ça c'est un combat que nous allons mener aussi avec deux associations qui sont nos partenaires pour la protection de ce lieu qui aussi a un label maintenant l'air marine éducative et c'est dans la zone de pêche règlementée.

Monsieur TEAHU, intervient et confirme ces dires. Mais seulement cela avait été exproprié par le service de l'équipement pour plusieurs raisons. D'un, il devait élargir normalement le ponceau, c'est pour cela qu'il a voulu exproprié, et de deux il a mis à disposition au niveau de la station d'eaux usées et pourquoi a-t-on mis la station d'eaux usées ? En effet, lors des études justement des parties basses, c'était le seul endroit où l'on pouvait mettre la bache de reprise, la bache de relèvement. C'est-à-dire juste à côté du ponceau et du coup une personne a mis l'équipement au tribunal. C'est le seul coin du parking, où les odeurs ne sont pas agréables parce qu'il va souvent à cette roulotte. Il faudrait à long terme chercher un autre terrain.

Monsieur LISSANT, prend note et informe qu'il sera inscrit dans le procès-verbal et comme le disait monsieur TIRAO, dans la révision du schéma directeur des eaux usées, on pensera à mettre des recommandations dans ce sens-là.

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 186/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 187/2018 du 10 octobre 2018 modifiant la délibération n° 37/2018 du 23 mars 2018 approuvant les nouvelles***

inscriptions en autorisation de programme pluriannuel en faveur des acquisitions foncières et immobilières

Le Conseil municipal dans sa séance du 24 mars 2016 a voté une autorisation de programme et des crédits de paiement au titre de diverses opérations d'acquisitions foncières dans le cadre de sa politique de réserves foncières représentant un montant de 55 MF CFP réparti comme suit :

AP n° 16 – ACQUISITIONS FONCIERES (en millions de F CFP)	
OPERATION « FONCIER 2+2 »	40
OPERATION « PARCELLE DROLLET »	1
OPERATION « PARCELLE J. TEISSIER »	14
COUT TOTAL DE L'AP N° 16	55

Cette autorisation de programme n° 16, renommée « acquisitions foncières et immobilières », a été révisée à un montant total de 781 MF CFP par délibération n° 37/2017 du 24 mars 2017, puis à 822 MF CFP par délibération n° 143/2017 du 28 juillet 2017. Elle s'établit à 811,89 MF CFP en 2018 à la suite d'annulations, de clôtures ou de créations d'opérations à l'occasion de la session budgétaire comme suit :

AP n° 16 – ACQUISITIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES (en millions de F CFP)	
OPERATION « FONCIER 2+2 »	40
OPERATION « PARCELLE DROLLET »	0,89
OPERATION « PARCELLE J. TEISSIER »	Annulée
OPERATION « PARCELLE NORDHOFF »	33
OPERATION « FONCIER 2+2 BORD DE MER »	25
OPERATION « ECHANGE PARCELLES VAITAVERE »	15
OPERATION « PARCELLES PERRY »	135
OPERATION « SITE WEEK-END »	3
OPERATION « GEANT CASINO »	525
OPERATION « PARCELLE MANOTAHI »	Annulée
OPERATION « PARCELLE LOTISSEMENT AUFFRAY »	Annulée
OPERATION « PARCELLE FULLER 3 - OUTUMAORO »	20
OPERATION « PARCELLE LEETEG – OUTUMAORO »	15
COUT TOTAL DE L'AP N° 16	811,89

Il est proposé de modifier les crédits de paiement correspondant aux opérations d'acquisition des « Parcelle FULLER 3 » et « Parcelle LEETEG » comme suit :

AP n° 16 – ACQUISITIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES (en millions de F CFP)	
OPERATION « FONCIER 2+2 »	40
OPERATION « PARCELLE DROLLET »	0,89
OPERATION « PARCELLE J. TEISSIER »	Annulée
OPERATION « PARCELLE NORDHOFF »	33
OPERATION « FONCIER 2+2 BORD DE MER »	25
OPERATION « ECHANGE PARCELLES VAITAVERE »	15
OPERATION « PARCELLES PERRY »	135
OPERATION « SITE WEEK-END »	3
OPERATION « GEANT CASINO »	525
OPERATION « PARCELLE MANOTAHI »	Annulée
OPERATION « PARCELLE LOTISSEMENT AUFFRAY »	Annulée
OPERATION « PARCELLE FULLER 3 - OUTUMAORO »	17,5
OPERATION « PARCELLE LEETEG – OUTUMAORO »	17,5
COUT TOTAL DE L'AP N° 16	811,89

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Monsieur CHING, demande à quoi correspondent les 3 millions inscrits pour l'opération du site week-end.

Monsieur TIRAO répond que ce montant correspond à l'acquisition des parcelles qui se trouve en bord de route qui devait accueillir le projet du marché flottant. C'est juste des reliquats de foncier, il y a un peu moins de 300 m², et l'évaluation de France domaine nous a donné un prix d'achat assez faible de lors de quatre mille FCP le mètre carré, c'est pour cela que le budget est uniquement à trois millions de francs. Pour l'instant les propriétaires ne sont pas enclins à céder leur foncier mais on doit provoquer incessamment sous peu une réunion avec Tavana et les propriétaires pour entamer une nouvelle discussion.

Monsieur CHING demande si l'opération du site de 2+2=4 correspond à cette situation.

Monsieur LISSANT répond qu'il a rencontré Madame Marina, propriétaire du terrain avec la maison. Dans leur échange, elle acceptait de baisser le prix à 39 millions de francs mais j'espère qu'en 2019, on arrivera à baisser encore le prix à 35 millions de francs parce que rappelez-vous, la commission d'évaluation de France domaine avait fixé à 30 millions on pouvait monter un peu sans trop exagérer au risque d'avoir des remarques de la chambre territoriale des comptes. L'idée est d'attendre un peu et de faire baisser encore. En filigrane derrière, il y a les deux parcelles en bord de mer, moi je conçois l'achat de cette première partie mais en même temps les deux autres parties, comme ça, cela nous fait une belle parcelle avec l'accès au littoral qui est plus intéressant dans le cadre du développement de nos projets. Par contre, sur ces parcelles qui sont en bord de mer, ils sont quatre propriétaires, il y en a deux que Tavana avait rencontré et ils étaient favorables, par contre, il y en avait deux par ce qu'ils ne s'entendaient pas avec les autres, ils ont bloqué. Il croit que ce sont les frères BONNO qui sont à Raiatea, il a prévu comme même de les contacter pour en rediscuter avec eux. Donc essayer de les faire revenir sur leurs positions et en même temps de faire baisser le prix avec madame Marina, car elle ne trouve pas acquéreur donc il ose espérer faire baisser encore à un montant acceptable pour nous pour faire cette acquisition, on va se donner encore 2019, on va pas se presser, tout en espérant pouvoir conclure l'acquisition des terrains jouxtant l'école 2+2. Autrement, on vous a donné la réponse pour les terrains que l'on a identifié pour le projet du marché flottant à apparement il y a un des propriétaires qui refusaient et il va comme même essayer de les rencontrer et de rediscuter après on peut toujours mobiliser le DUP, c'est un instrument que l'on pourra utiliser par la suite, mais pour l'heure il faudra attendre, le moment n'est pas opportun pour le faire.

Madame TERIITERAAHAUMEA, demande si l'acquéreur du casino est la commune.

Monsieur LISSANT répond qu'il faudra patienter jusqu'à mi-octobre et que l'on aura une première réponse.

Monsieur TIRAO complète en disant qu'il fera le point avec l'avocat de la commune en fin d'après-midi justement sur ce dossier. Donc, mi-octobre, on aura déjà un retour du tribunal et la décision définitive concernant une partie de l'affaire, c'est début novembre. Donc aujourd'hui, on n'a utilisé notre droit de préemption pour préempter le Géant Casino, et se substituer à l'acquéreur qui a eu gain lors de la vente aux enchères. Aujourd'hui, ce qui est contesté c'est que l'on ait utilisé un peu notre droit de préemption et donc on attendra le positionnement du juge par rapport au fait que l'on ait le droit de se positionner en préemptant ce bien alors que l'on a participé à la vente aux enchères.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

IV. EQUIPEMENT ET DEVELOPPEMENT COMMUNAL

A. OPERATION ET PLANS DE FINANCEMENT

▪ **Projet de délibération n° 188/2018 du 10 octobre 2018 modifiant la délibération n° 151/2018 du 23 août 2018 validant le plan de financement du projet d'équipement multisports du quartier de OUTUMAORO**

La commission Equipement et développement communal (CEDC) du 18 mai 2018 a émis un avis favorable pour la mise en place d'un équipement multisports sur le quartier d'OUTUMAORO.

Deux délibérations ont été adoptées par le Conseil municipal :

- La délibération n° 129/2018 du 31 mai 2018 validant le principe du projet et sollicitant le concours financier du Centre National du Développement du Sport (CNDS) ;
- La délibération n° 150/2018 du 23 août 2018 validant le principe et le plan de financement du projet d'équipement multisports du quartier de OUTUMAORO.

Ainsi, une demande de financement a été déposée auprès du CNDS en juin 2018. Elle est en cours d'instruction.

La Délégation pour le Développement des Communes (DDC) a également été sollicitée pour un co-financement en août 2018. Le dossier a reçu un avis défavorable au motif de la non obtention du permis de construire.

En effet, le projet comporte une couverture d'une hauteur de 7m au faitage entraînant des obligations en termes d'aménagements (nombre de place de parking, études par un architecte agréé, adaptation du PGA, ...) particulièrement contraignantes. La demande du permis de construire, transmise au service de l'urbanisme le 20 août 2018, a ainsi été refusée en l'état.

Par ailleurs, suite à une rencontre avec les propriétaires des parcelles attenantes au projet pour négocier un échange foncier dans le cadre de la réalisation d'une voie de désenclavement, il apparaît que le projet de couverture obstruerait la vue depuis leurs propriétés (I336 et AL 445).

Compte tenu de ce qui précède, le dossier de permis de construire a été modifié et l'estimation financière revue à la baisse de 9,65 MF CFP et adaptée en conséquence. Un nouveau dossier de financement sera déposé auprès de la DDC et du CNDS, comme suit :

DEPENSES ELIGIBLES AU FINANCEMENT			
Bailleur de fonds	% du TTC	Prix TTC en F CFP	Prix TTC en Euros
CNDS (Etat)	30 %	22 479 338	188 376,85
DDC (Pays)	50 %	37 465 563	313 961,42
Fonds propres (Commune)	20 %	14 986 225	125 584,57
SOUS - TOTAL	100 %	74 931 126	627 922,84
DEPENSES NON - ELIGIBLES AU FINANCEMENT			
Bailleur de fonds	% du TTC	Prix TTC	Prix TTC en Euros
Fonds propres (Commune) – Travaux	100%	1 813 650	15 198,39
SOUS - TOTAL	100 %	1 813 650	15 198,39
TOTAL		76 744 776	643 121,22

La CEDC du 26 septembre 2018 a émis un avis favorable pour la modification du plan de financement.

Monsieur Georges DOOM procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame MANEA-LYAU demande pourquoi avoir ajouté le montant en euros dans le tableau.

Monsieur TIRAO répond que la demande est adressée au centre national du sport en métropole qui a besoin d'avoir l'équivalent en euros.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 188/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ *Projet de délibération n° 189/2018 du 10 octobre 2018 validant le principe de la création d'une déchetterie sur la commune de PUNAAUIA par le syndicat mixte ouvert « FENUA MA » et approuvant la mise à disposition d'une emprise foncière dédiée*

Le syndicat mixte ouvert pour le traitement des déchets « FENUA MA », dont la commune de PUNAAUIA est membre, envisage de créer une déchetterie sur une partie de la parcelle communale cadastrée S302, sur laquelle est actuellement implanté le SIGFA.

La déchetterie permettra à la Commune d'encourager le développement de l'apport volontaire au détriment de la collecte en porte et de réaliser des économies d'échelles sur les charges d'exploitation du Service Public Industriel et Commercial (SPIC) en charge de la collecte des déchets.

En outre, cet équipement mettra à disposition des administrés un site de dépôt pouvant accueillir différentes catégories de déchets (déchets dangereux, encombrants 2 et 3, déchets verts, huiles, batteries, piles, verres, DEEE, ferraille, bois).

Une fois construite, la gestion de cette déchetterie sera assurée par FENUA MA et les prestations qui y sont relatives seront assurées au profit de la commune contre un prix correspondant au coût du service et de l'investissement.

L'utilisation de ce service sera par conséquent réservée aux administrés de PUNAAUIA.

Dans ce cadre, il est proposé de mettre à disposition un terrain nu au profit de FENUA MA correspondant à une partie de la parcelle S302 appartenant au domaine public de la commune, cette dernière accueillant déjà un équipement public, à savoir la fourrière animale gérée par le SIGFA, sachant que la commune resterait propriétaire du foncier.

Cette mise à disposition sera réalisée sur la base de l'article L 2123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), dont les dispositions sont les suivantes :

I.- Les personnes publiques mentionnées à l'article L.1 peuvent opérer, entre elles, un transfert de gestion des immeubles dépendant de leur domaine public pour permettre à la personne publique bénéficiaire de gérer ces immeubles en fonction de leur affectation.

La durée pendant laquelle la gestion de l'immeuble est transférée peut-être déterminée dans l'acte.

Dès que l'immeuble transféré n'est plus utilisé conformément à l'affectation prévue au premier alinéa, l'immeuble fait retour gratuitement à la personne publique propriétaire.

II.- Lorsque le transfert de gestion ne découle pas d'un arrêté de cessibilité pris au profit du bénéficiaire d'un acte déclaratif d'utilité publique, la personne publique propriétaire peut décider de modifier l'affectation de l'immeuble transféré et mettre fin au transfert de gestion. Dans ce cas, la personne publique bénéficiaire peut, sauf conventions contraires, prétendre à une indemnité égale, sous déduction de l'amortissement effectué et, le cas échéant, des frais de remise en état acquittés par le propriétaire, au montant des dépenses exposées pour les équipements et installations réalisés conformément à l'affectation prévue au premier alinéa.

Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux à FENUA MA, étant donné que cet équipement sera réservé aux administrés de PUNAAUIA et que le coût dudit loyer serait nécessairement répercuté sur le prix des prestations proposées par la déchetterie.

Il est par conséquent proposé de valider le projet de création d'une déchetterie par FENUA MA sur la parcelle communale S 302, d'autoriser la mise à disposition gracieuse de cette parcelle au profit de FENUA MA pour une durée correspondant à l'affectation exclusive de cet équipement au bénéfice des administrés de PUNAAUIA et d'autoriser le maire à signer une convention précisant les modalités foncières et financières de l'implantation de cette déchetterie et tous les actes nécessaires à la parfaite réalisation de cette opération.

Monsieur André TEAHU procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 189/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ *Projet de délibération n° 190/2018 du 10 octobre 2018 approuvant la vente de gré à gré de véhicules municipaux*

Le parc roulant de la Commune contient encore des véhicules relativement anciens et qui doivent régulièrement être envoyé en réparation. Il s'agit du :

- Véhicule (Terracan) immatriculé 176 306P, actuellement immobilisé suite à un problème moteur engendrant des vibrations du véhicule et des difficultés importantes au démarrage.
- Véhicule (Hyundai Tucson) immatriculé 181 790P, également immobilisé pour des soucis de moteur en surchauffe et d'une boîte de vitesse défectueuse.

Dans un souci de limiter l'utilisation des deniers publics pour des réparations récurrentes et permanentes, il est préconisé de sortir ces véhicules du parc roulant de la Commune.

Par la même occasion, il est proposé de sortir du parc roulant communal, le véhicule (Mitsubishi Pajero) immatriculé 191 879P.

Il est donc proposé de vendre les véhicules au plus offrant avec une mise à prix minimum correspondant à la valeur marchande du véhicule fixé par l'expert.

Les membres de la Commission Equipements et Développement communal réunis en date du 26 septembre 2018 ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 190/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

B. COMMUNICATION SUR LES MARCHES PUBLICS

Cette communication a pour objet d'informer les membres du Conseil municipal de la passation des marchés publics qu'ils soient attribués, en cours d'attribution ou en préparation.

Le Conseil municipal, organe délibérant de la Commune, règle par ses délibérations les affaires de la Commune (art. L.2121-29) et peut déléguer directement au Maire un certain nombre d'attributions limitativement énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)¹. Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil municipal, en application de l'article L.2122-23 du CGCT.

SYNTHESE DES PASSATIONS DE MARCHES EN COURS

Depuis le dernier conseil municipal en date du 7 septembre 2018 :

- Trois (3) marchés ont été attribués sur procédure d'appel d'offres.

¹ Délibération n° 28/2014 du 05 avril 2014 portant délégation de pouvoir du Conseil municipal au Maire

- Dix-neuf (19) marchés sont en cours de consultation, dont dix (10) sur procédure d'appel d'offres et neuf (9) sur procédure adaptée.

1. MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES :

- ⇒ Trois (3) marchés ont été attribués pour un montant total de 78 962 024 FCFP TTC ;
- ⇒ Dix (10) marchés sont en cours de consultation pour un budget estimé à hauteur de 645 000 000 FCFP TTC.

2. MARCHES SUR PROCEDURE ADAPTEE :

- ⇒ Cinq (5) marchés ont été attribués pour un montant total de 17 862 604 FCFP TTC ;
- ⇒ Neuf (9) marchés sont en cours de consultation.



MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES ATTRIBUES : 3

Objet	Références	Services	Titulaire	Montant en FCFP TTC	Délai	Observations
FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE DE TYPE FOURGON POUR LA POLICE MUNICIPALE	MC18/22	SPM	SODIVA	6 560 000	1 semaines	Marché attribué en attente de livraison
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE DE VAIPOOPOO LOT 3 OUVRAGES MARITIMES	MC18/23	SEA	JL POLYNESIE	43 642 208	24 semaines	en cours de notification
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE DE VAIPOOPOO LOT 4 EQUIPEMENTS ET MOBILIERS	MC18/24	SEA	SPORT EQUIPEMENT SOLUTIONS	28 759 816	18 semaines	en cours de notification

MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES EN COURS DE CONSULTATION : 10

Objet	Référence	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	remise des offres	CAO		Observations
					Ouverture plis	Analyse et attribution	
TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SERVITUDE POTHIER 2	AO 18/02	SEA	120 000 000	31/08/2018	19/09/2018	A déterminer	En cours d'analyse
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA, POUR LES TRONÇONS DE « CARREFOUR A MARINA TAINA », DE « LA RIVIERE VAIPOOPOO A LA ROUTE DES PLAINES », « AROA SCHOLERMANN AU TEMPLE PROTESTANT » ET LE TRONÇON « AROA VAIHI »	AO 18/05	PAT	min. annuel : 5 000 000 max annuel : 9 800 000	20/08/2018	19/09/2018	A déterminer	En cours d'analyse
LOT 1 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN BUS DE 32 PLACES LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN CAMION A BENNE BASCULANTE LOT 3 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE UTILITAIRE FERME DE TYPE FOURGONNETTE LOT 4 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE TROIS VEHICULES UTILITAIRES A BENNE LOT 5 : FOURNITURE ET LIVRAISON DE DEUX VEHICULES UTILITAIRES DOUBLE CABINE A PLATEAU	AO 18/06	PAT	61 229 900	20/08/2018	19/09/2018	A déterminer	En cours d'analyse
LOT 1 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE DE SECOURS A VICTIMES LOT 2 : FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN VEHICULE DE SECOURS TOUT-TERRAIN	AO 18/10	SIS	31 825 000	07/09/2018	19/09/2018	A déterminer	En cours d'analyse
TRAVAUX DE RENOVATION ET DE DESENCLAVEMENT DU COMPLEXE SPORTIF D'OUTUMAORO : - Lot 1 : Travaux de voirie et ouvrages divers - Lot 2 : Clôture et équipement de fermeture - Lot 3 : Terrain de sport, piste d'athlétisme, aires de jeux et espaces verts - Lot 4 : Eclairages extérieurs	AO18/07	JVL	159 000 000	12/10/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
TRAVAUX DE RENOVATION ET D'EXTENSION DE LA SALLE OMNISPORTS D'OUTUMAORO - Lot 1 : Gros-œuvre - Lot 2 : Charpente métallique Couverture - Lot 3 : Menuiserie - Lot 4 : Revêtements intérieurs - Lot 5 : Electricité - Lot 6 : Plomberie	AO18/08	JVL	107 000 000	12/10/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE LA SALLE OMNISPORTS D'OUTUMAORO Lot 1 : Bâtiment - Lot 2 : Electricité - Lot 3 : Plomberie	AO18/09	JVL	18 000 000	12/10/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
TRAVAUX DE RENOVATION DES TOITURES DE L'ECOLE MATERNELLE ATINUU	AO18/12	SEA	36 775 149	23/10/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE DE VAIPOOPOO LOT 5 Espaces verts	AO18/04	SEA	18 000 000	05/11/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PARC DE TAAPUNA	AO 18/11	SEA	110 000 000	05/11/2018	A déterminer	A déterminer	en cours de consultation

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) ATTRIBUES : 5						
Objet	Références	Services	Titulaire	Montant en FCFP TTC	Délai	Observations
LOT 1 : RAVALEMENT FACADE ECOLE ATINUU	MA18/21/PAT	PAT	ENT MAONI CHARLOT	3 499 610	3 semaines	Travaux pendant la période des vacances
LOT 2 : RAVALEMENT FACADE SALLE OMNISPORT DE PUNAVAI	MA18/22/PAT	PAT	ENT TAMATEA	3 559 500	3 semaines	demarrage le 10/09/2018
LOT 3 : RAVALEMENT FACADE DE LA CASERNE DES POMPIERS	MA18/23/PAT	PAT	ENT ALTALO	3 220 500	3 semaines	demarrage le 10/09/2018
LOT 4 : RAVALEMENT FACADE DE LA VOIRIE	MA18/24/PAT	PAT	ENT MAONI CHARLO	3 382 994	1 mois	demarrage le 10/09/2018
A ORI A HURA E A PEHE MAI (COURS DE DANSE TAHITIENNE ET CHANTS TRADITIONNELS POLYNESIENS)	MA18/33/SSS	SSS	CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE PF	4 200 000	10 mois	démarrage le 03/10/18

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) en consultation : 9			
Objet	Références	Services	Observations
Fourniture, Installation et mise en service de systèmes d'alertes tsunami avec kit panneaux solaires	MA18/20/PAT	PAT	En cours d'analyse
MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU HALL ET DES COMBLES DE L'HOTEL DE VILLE	MA18/25/SEA	PAT	En consultation
TRAVAUX DE SECURISATION DU TALUS DU RESERVOIR FAUGERAT	MA18/26/EAU	EAU	En consultation
FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATERIELS HYDRAULIQUES - LOT 1 : CANALISATIONS	MA18/27/EAU	EAU	En consultation
FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATERIELS HYDRAULIQUES - LOT 2 : PIECES DETACHEES RESEAUX	MA18/28/EAU	EAU	En consultation
FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATERIELS HYDRAULIQUES - LOT 3 : PIECES DETACHEES DIVERS	MA18/29/EAU	EAU	En consultation
FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATERIELS HYDRAULIQUES - LOT 4 : EQUIPEMENT DE PLOMBERIE ET DE DEFENSE INCENDIE	MA18/30/EAU	EAU	En consultation
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU POINT D'APPORT DE COLLECTE DES DECHETS DE TEMARUATA	MA/18/31/PAT	PAT	En consultation
FOURNITURE ET LIVRAISON D'EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUEL (EPI)	MA18/32/EAU	EAU	En consultation

V. AFFAIRES GENERALES

▪ ***Projet de délibération n° 191/2018 du 10 octobre 2018 attribuant des indemnités aux élus municipaux***

Suite à l'élection du nouveau maire et de ses adjoints, les indemnités des élus municipaux ont été rapportées. Il appartient au Conseil municipal de statuer sur l'attribution de nouvelles indemnités aux élus municipaux.

Pour rappel, conformément à l'article L2123-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, les indemnités de fonction pour l'exercice des fonctions de maires, adjoints au maire et conseillers municipaux sont fixées par arrêté du Haut-commissaire. Ces indemnités sont déterminées par références aux indices de traitement des fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française et par rapport à la population de la commune.

Par décret n° 2016-670 du 25 mai 2016, une majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation est venu compléter l'arrêté n° 380/DIPAC du 28 mars 2013 fixant les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maires et de conseillers municipaux entres autres.

Ainsi, l'enveloppe globale maximale des indemnités des élus pour PUNAAUIA s'élève à 1.851.960 F CFP.

Afin de respecter cette enveloppe globale maximale, une indemnité sera allouée au Maire, aux 10 adjoints et aux conseillers municipaux titulaires d'une délégation de fonction, comme suit :

- Indemnité du Maire : 335.000 F CFP
- Indemnité de l'adjoint : 125.000 F CFP
- Indemnité du conseiller municipal ayant reçu une délégation de fonction : 22.224 F CFP

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 191/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 192/2018 du 10 octobre 2018 autorisant une indemnité au Maire pour frais de représentation.***

Suite à l'investiture d'un nouveau Maire et comme le permet l'article L.2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, une indemnité pour frais de représentation peut être octroyée au Maire, par le Conseil municipal.

La Commission des Adjointes réunie en date du 27 septembre 2018, a validé le principe d'attribution de l'indemnité qui s'élève à 50.000 F CFP (cinquante mille francs CFP) par mois.

En effet, dans le cadre de l'exercice de son mandat, le Maire doit faire face à toutes sortes de dépenses, dans l'intérêt de la Commune, qu'il supporte personnellement, notamment au travers d'invitations diverses à des personnalités locales, des cadeaux à offrir, de participations régulières à la vie associative et festive de la commune, aux divers déplacements dans le cadre de missions communales ou de jumelage, etc.

Cette indemnité est attribuée au Maire pour toute la durée du mandat du conseil municipal. Elle est unique et annuelle.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 192/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 193/2018 du 10 octobre 2018 autorisant la prise en charge des frais de communication du téléphone mobile du Maire.***

Dans le cadre de l'exercice de ses nouvelles fonctions et dans l'intérêt de la Commune, Tavana est amené à utiliser son téléphone mobile personnel pour joindre à tout moment ses élus mais également ses équipes techniques. Il se doit également d'être joignable en toutes circonstances par ces mêmes personnes.

Lors de ses rencontres avec la population, le monde associatif, ou les différents représentants institutionnels, il devra dans de nombreux cas rester en contact téléphonique avec ces personnes par la suite.

A cet effet, il est proposé que la Commune prenne en charge les frais de communications de son téléphone mobile.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 193/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 194/2018 du 10 octobre 2018 abrogeant la délibération n° 16/2009 du 23 janvier 2009 autorisant la prise en charge des frais de communication du téléphone mobile de Mademoiselle Rosita HOFFMANN***

Par délibération n° 16/2009 en date du 23 janvier 2009, il a été autorisé la prise en charge des communications du téléphone mobile de Madame Rosita HOFFMANN, pour nécessité de service.

Suite à l'autorisation de sa demande de détachement de son emploi fonctionnel, Madame HOFFMANN n'occupe plus ses fonctions au sein de la mairie depuis le mois de juin 2018.

Aussi, il convient par conséquent de procéder à l'abrogation de cette délibération.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 194/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

▪ ***Projet de délibération n° 195/2018 du 10 octobre 2018 approuvant l'octroi à titre gracieux de la concession funéraire de Monsieur Ronald TUMAHAI***

Le 26 août 2018, le maire en exercice, Monsieur Ronald TUMAHAI décède prématurément à l'Hôpital du TAAONE à PIRAE. Une grande veillée publique réunissant plus de 500 personnes, s'est déroulée le mardi 28 août 2018, à l'Hôtel de Ville de Punaauia. L'inhumation a eu lieu le lendemain au cimetière communal de VAITAVERE.

Les dispositions du CGCT et plus précisément les dispositions en matière de législation et des opérations funéraires, donnent la possibilité aux élus du conseil municipal de se prononcer sur une prise en charge des frais funéraires et de la concession du maire décédé en cours de mandature.

1. Le principe

Le guide pratique sur la législation et les opérations funéraires, donne le principe :

« Il est interdit aux communes d'accorder gratuitement des concessions de terrain dans leur cimetière.

Trois exceptions :

- ✓ *A titre de reconnaissance publique pour des personnes illustres ou qui ont rendu des services éminents à la commune (décret du 30 mai 1921). Dans ce cas, le conseil municipal doit prendre une délibération.*
- ✓ *Aux soldats morts pour la France (décret du 6 juillet 1947). Ces concessions peuvent être accordées, quelle que soit la nationalité, à titre d'hommage public par le conseil municipal, en dehors des carrés militaires. Il s'agit là de concessions strictement personnelles, les membres de la famille du soldat n'ayant aucun droit à y être inhumés, sauf s'ils acquièrent la concession.*

- ✓ *Les communes sont tenues d'accorder des concessions gratuites pour une durée de 5 ans à ceux qui auraient dû pouvoir bénéficier d'inhumation en service ordinaire, lorsque cela n'a pas été possible faute de place. »*

De plus, une question publiée au Journal Officiel du 29 septembre 2009 (JO page 9173) sur la prise en charge des frais d'inhumation d'un ancien maire a fait l'objet d'une réponse officielle par le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (JO page 8884).

Cette réponse mentionne le décret du 30 mai 1921, toujours en vigueur, et précise qu'un conseil municipal peut décider d'accorder une concession perpétuelle et gratuite pour une personne illustre ou qui a rendu un service éminent à la Commune. Ce dispositif peut permettre de rendre un hommage public au travail accompli par un maire, sans qu'il soit nécessaire de faire évoluer le droit actuel.

(Réponse à la question n° 59298 de M. Raoult Eric, Union pour un Mouvement Populaire- Seine-Saint-Denis - Questions à l'assemblée nationale)

2. Le parcours de Tavana Ronald TUMAHAI

Entre son parcours professionnel débuté en 1970, en passant par son implication associative et politique, Tavana TUMAHAI aura donné près de 50 ans de sa vie au service de la Commune de PUNAAUIA.

a. Son parcours professionnel

De 1970 à 1992 : il débute sa carrière professionnelle en tant que professeur des écoles à l'école élémentaire MANOTAHI de PUNAAUIA

De 1992 à 2004 : il devient directeur de cette même école durant 12 ans.

Il passe toute sa carrière à l'école MANOTAHI voyant ainsi grandir les différentes générations de citoyens de Punaauia et participant à leur éducation.

b. Son parcours associatif

A l'adolescence, il intègre l'association sportive TAMARII PUNARUU en tant que jeune footballeur. Au fil des années, il intègre le bureau de l'association et en devient le trésorier.

c. Son parcours politique à Punaauia

De 1995 à 2001 : il débute sa carrière politique aux côtés de Tavana Jacques VII, alors Maire de PUNAAUIA, en devenant son 3ème adjoint. Ce sera son premier mandat électif au sein du Conseil municipal de PUNAAUIA.

De 2001 à 2008 : il devient 1er adjoint au Maire. Il aura l'opportunité d'expérimenter le métier de Maire en l'absence de Tavana VII, d'avril 2001 à novembre 2002.

De 2008 à 2014 : il gagne les élections municipales et devient le 3ème Maire de la Commune de PUNAAUIA

En mars 2014 : il est à nouveau confirmé dans son mandat de Maire jusqu'à son décès.

En Juillet 2014 : il est élu premier vice-président du Centre de Gestion et de Formation.

Le 11 juin 2015 : il siège pour la première fois en qualité de représentant à l'APF et en profite pour défendre les dossiers en lien avec la Commune de PUNAAUIA.

Le 06 mai 2018 : il est élu représentant de l'APF, en tant que tête de liste de la section PUNAAUIA/FAA'A.

3. L'exception au principe d'interdiction d'accorder gratuitement une concession funéraire par une Commune

Au service de la Commune durant près de 50 ans, Tavana TUMAHAI laisse comme héritage, une mairie pleine d'ambitions avec une situation financière saine, et comme mission à son équipe municipale et aux agents communaux, celle de poursuivre les projets initiés sous ses deux mandatures.

Nul ne doute que Tavana TUMAHAI disparu prématurément de la scène politique et publique, ne laisse dans son sillage l'image d'un maire qui aura contribué à faire de PUNAAUIA, une Commune dynamique vivant avec son temps.

Le 3^{ème} maire de PUNAAUIA marque désormais d'une empreinte indélébile, l'histoire de la commune.

Conformément au décret du 30 mai 1921, c'est à titre de reconnaissance publique d'une personne illustre et native de PUNAAUIA que le Conseil municipal doit se prononcer sur l'octroi d'une concession funéraire familiale.

Les membres de la commission affaires administratives, réunis en date du 03 octobre 2018, ont émis un avis favorable pour l'octroi d'une concession de 50 ans.

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE	
POUR	30
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 194/2018 du 10 octobre 2018 a été adoptée à l'unanimité

VI. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur LISSANT informe les membres du conseil municipal de la démission de monsieur TIRAO au poste de directeur général des services par intérim à compter du jeudi 12 octobre 2018 et indique que Madame Tepiu DUQUESNAY occupera ce poste temporairement, en attendant que le nouveau directeur général des services prenne ses fonctions. Il explique que monsieur TIRAO étant un des lauréats du concours de catégorie A doit démissionner de ses postes de directeur général des services par intérim et du poste de directeur de développement urbain pour occuper le poste de directeur technique des services en tant que fonctionnaire stagiaire. Il remercie monsieur TIRAO d'avoir accepté cette proposition qu'il aurait pu refuser parce qu'il s'est vu proposé un autre poste par le Pays à la direction de l'équipement. Il informe que monsieur Jean-Eudes FILIATRE a été choisi pour occuper le poste de directeur général des services et prendra ses fonctions en début du mois de novembre. Egalement, une commission de sélection de candidats s'est tenu, tout d'abord au service jeunesse et sport et vie locale. Les deux animateurs retenus l'un pour la jeunesse et l'autre pour la partie sportive, sont monsieur Fanautea GATIEN et Rahiti BUISSON. Au service du développement durable a été retenue la candidature de madame Coralie MARTIN pour le poste de responsable de pôle développement des territoires et pour la cellule de la commande publique la candidature de Monsieur Taimana ELLACOTT voilà concernant les embauches. Il reste encore des postes à pourvoir, remplacer les postes clés et fonctionner normalement. Malheureusement, comme le poste d'assistante des ressources humaines qui a besoin d'un renforcement urgent de son équipe parce qu'il y a beaucoup de dossier à traiter, aussi le service des eaux qui nécessite le remplacement d'un agent qui est parti au SPC et on est déjà dans la démarche. Tant, le poste de coordinatrice sur le secteur de OUTUMAORO, elle arrive au terme de son contrat, comme vous le savez, il s'agit de Sonia. Donc, il faut relancer un nouveau contrat, elle postule en espérant qu'elle obtienne le poste et ensuite le poste de chef de projet politique de la ville qui est également tenu par Manavarii RAVETUPU qui aussi arrive au terme de son contrat. Bien sûr, il nous restera une grosse direction à pourvoir, la direction qualité de la vie et de la citoyenneté. Et encore le poste de Lucia MAUFENE à pourvoir, qui nous quittera vers la mi-novembre, juste après les greens days, pour rejoindre aussi la commune de Moorea. Ce sont des droits, après il faut accepter aussi le jeu, ils ont le droit de demander leur mutation. C'est à nous de faire en sorte de garder notre personnel et il espère qu'avec la délibération qu'on a voté sur la mise en application d'IFTS, on va pouvoir les inciter à rester avec nous, après il y a bien d'autres raisons, il y a que des raisons financières qui peuvent inciter les gens à demander leur mutation.

Monsieur Jean-Pierre CHING ajoute qu'il y a aussi le poste de chef de service solidarité et scolarité qui était occupé par Jean-Eudes.

Monsieur LISSANT répond qu'il étudie une possibilité d'une promotion interne, on n'a comme même des personnes susceptibles de pouvoir prendre le poste notamment Vérouchka ou sinon il y a bien Ariinui qui est cadre A qui pourrait

postuler aussi, donc si on peut faire de la promotion interne, on va le faire ainsi c'est mieux, dans le cas contraire, on publiera le poste.

Madame BAMBRIDGE-RICHERD, demande s'il y a des lauréats du concours A en interne.

Monsieur LISSANT, répond que de toute façon on publiera et puis on verra, suivant le poste publié. Cela nous arrangerait s'il y a des lauréats. Il faut espérer qu'il y ait des candidats solides ou des candidats qui sont déjà dans la fonction publique communale, c'est encore mieux.

Monsieur TIRAO intervient et dit que deux lauréats ont été recrutés dernièrement au bureau d'études et aménagements en tant que chargé d'opération et viennent du SPC.

Monsieur TEAHU, teie ho'e uira'a. Te piri ra tatou i te oro'a no te mau feia i pohe, i'o i te 'otu'e, 'eita e nehenehe e ho'o mai te tahi ma'a fenua pae hanere tuea 'e 'ere no te menema, no te mea e piti totaite e haere i'o a tahi te mau feia et te mau tamarii no te tanura'a i te mau to'a, piti ho'e vahi tera no te vahi miti « Sapinus ». Eita anei e nehenehe e ho'o mai ho'e fenua pae hanere metera, tomo ana'e oe i te menema te vai ra ho'e fenua no te mama o BUISSOU e te feti'i ELLIS, ani pa'i eita e nehenehe e ho'o mai ho'e ta fenua no te mea e tiapa'i fenua, afara'a noa ta tatou e hina'aro.

Traduction :

Monsieur TEAHU dit qu'à l'heure actuelle, des associations se rendent à la pointe des pêcheurs. L'association Tamari'i pointe des pêcheurs s'y rend pour planter des coraux. Est-il possible de faire l'acquisition d'un terrain de 500 m² pour pouvoir garer les voitures ? A l'entrée, un terrain appartient à la mère de Monsieur BOUISSOU et la famille ELLIS, peut-être que la commune pourrait faire une proposition d'achat à ces familles.

Monsieur LISSANT, eita mauruuru pa'i no ta 'oe na parau api, e ha'amata ia tatou e haere e fafa tera mama no te tahi rave'a. Parau mau e nehenehe te reira e tatara te tahi fifi. Ta'u ra e ite, tera purumu e haere ra i te menema tima hia, ua fa'ari'i te feti'i STEIN maoti te tahi fa'aura'a me parauparau noa, e titau hia vau e haere e fareirei ia ratou, me huru'e ri'i ra vau no te mea e hoa here pa'i na'u e vaiho vau ia Aitu e parauparau tu e hi'o tu pa'i me nahea pa'i te parau no te tata'i ra'a i te purumu no te 'apo'o te reira pa'i ta ratou ani ra. Te vai ra teie purumu no te haere ua fari'i hia tatou, e mana to'a no ratou no te opani ia tatou eiaha haere fa'ahou. Mai te peu e ho'o fa'ahou tatou te reira tapu fenua, e ti'a ia tatou e fa'a titi aifaro maita'i te parau no te purumu no te haere ra'a tu. No teie parau ta oe, tanu ra'a ta tatou mau ofa'i ra, e titau hia tatou ia feruri maita'i hia tatou no te hi'o e tano mau a teie vahi no teie mau opuara'a, te vahi tano roa pae tahatai hoa ia te mea 'e hina'aro hia, na tatou ia e feruri na hea, te vai ra te tahi opuara'a i te fare ha'api'ira'a 2+2, teie pa'i a « air mairine éducative » nehenehe paha ia tatou e turu'i tu 'i ni'a i te reira fanaho ra'a. Te hamani ra tatou i teie fare ha'api'ira'a api roa na tatou, no te aha

eita tatou e nehenehe e fa'anaho mai te tahi mau fa'anaho ra'a vaiho mai te tahi ma'a fare iti no te mau tuha'a ohipa tei pihi'aiho ia i te pae tatahi e 'ohie ia i te ohipa ia rave.

Traduction :

Monsieur Simplicio le remercie pour son intervention et indique que la commune fera le nécessaire pour rencontrer ces familles afin de trouver une solution. Il précise qu'il y a eu un accord verbal entre la Commune et la famille STEIN autorisant l'accès menant directement aux enfeus et en contrepartie la commune entretiendra le chemin d'accès. Du fait d'un lien de parenté avec la famille, il laissera Monsieur Aitu POMARE POMMIER les rencontrés pour en discuter et trouver une solution concernant leur demande. Il pense que la famille peut aussi interdire l'accès. Si la commune doit acquérir la parcelle de la famille ELLIS et BOUISSOU, il conviendrait de veiller à ce que le chemin soit accessible. Concernant, la plantation de coraux, il serait peut-être bien de voir s'il n'est pas possible de le déplacer vers l'école 2+2=4 qui a un projet d'air marine éducative. L'école sera reconstruite, peut-être que la construction d'un local pour faciliter les opérations qui devront se faire.

Monsieur TEAHU, oia, teie te tatahi uira'a, no te mea i ni'a iho noa i tera 'otu'e, tera 'otu'e, e ta tatou e parau noa ra, e imi te rave'a ia noa'a mai tera fare ta'atira'a no te mea « Maison pour tous » ia noa'a mai ia tatou, e nehenehe ia ta tatou mau tamari'i haere ha'api'ira'a e fana'o i teie pae miti. Mauruuru.

Traduction :

Monsieur TEAHU signale qu'il serait bien de trouver un moyen pour récupérer la « Maison pour Tous » afin que nos enfants puissent profiter du côté de la mer.

Madame TERIITERAAHAUMEA demande à Tavana si demain, il y aura un évènement.

Monsieur LISSANT, répond qu'effectivement il y a une opération pour demain, préparer par le SDE. Nous accueillerons vers 17h30 dans la salle des mariages, des entreprises de la commune, lesquelles avec qui nous travaillons déjà et d'autres que l'on voudrait inciter à adopter la démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), de manière à les engager sur cette voie sociale du traitement de leur entreprise mais aussi pour les inscrire dans notre démarche de développement durable au niveau de la commune. On a des sociétés qui se sont déjà engagés en ce sens-là et l'idée est de partager avec eux ce moment-là et qu'ils puissent aussi nous partager leur expérience. Donc, les élus seront les bienvenus, une rencontre qui durera à peu près deux heures. L'idée est de montrer notre capacité à travailler avec les entreprises pour promouvoir la commune et pour un environnement sociétal responsable.

Monsieur DOOM ajoute que Madame Lucia MAUFENE a envoyé le mail d'invitation à 17h40.

Madame Terava PATII souhaite rappeler à Tavana les fuites qui se trouvent dans le lotissement TAAPUNA, il y a beaucoup d'eau gaspillé.

Monsieur LISSANT répond qu'il reconnaît le problème mais ce n'est pas à la mairie de résoudre ce problème mais c'est à l'OPH. La mairie va relancer la polynésienne des eaux qui exploite le réseau de l'OPH. La commune n'intervient pas sur leurs réseaux. La commune soupçonne un gros problème de canalisation d'eaux usées, qui ont peut-être cédés lors des intempéries. Il doit intervenir sur leur réseau, la mairie a relancé plusieurs fois l'OPH à ce sujet-là. Ce problème est une préoccupation pour la commune qui mène une politique contre le gaspillage d'eau.

Madame PATII, dit que les résidents du lotissement TAAPUNA commencent à se plaindre.

Monsieur LISSANT répond que les résidents ont peut-être aussi leur part de responsabilité dans ce problème et il rappelle que le problème pourrait certainement venir dans les grosses canalisations.

Monsieur LISSANT propose de clôturer la séance, s'il n'y a plus de questions.

La séance est levée à 19h46.

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT